

SPÉCIAL ENVIRONNEMENT

PENDANT QUE LA TERRE BRÛLE,
DES SOLUTIONS ÉMERGENT
À PETITS PAS

► 8-16

FRANCOPHONIE

CALGARY
ON CÉLÈBRE
LES NOUVEAUX
ARRIVANTS

► 4

ÉDUCATION



SOLIDARITÉ
DES ÉLÈVES AU
GRAND CŒUR

► 5

ÉDUCATION



**PETITE
ENFANCE**
BIENVENUE
AU MASCULIN

► 6-7

FRANCOPHONIE



AINÉ.E.S
SE SUCRER
LE BEC
ENTRE AMIS

► 22

CULTURE



SLAM
UNE AUTRE
POÉSIE POUR
S'ÉPANOUIR

► 23



«ÊTRE
COMME LAIT
ET CITRON»

► 3



POLITIQUE
FRANCOPHONIE
QUÉBEC AU DIAPASON
DES RÉGIONS

► 2



FRANCOPHONIE
LE DRAPEAU
FRANCO-ALBERTAIN
SE LÈVE EN PETIT COMITÉ

► 3



HISTORIE
L'AVENIR DU PATRIMOINE
REMIS EN QUESTION

► 19



Avec l'application gratuite **Le Francopass**, pratique ton français en découvrant la francophonie locale!



• Pour t'inscrire au FP, rend toi sur : francopass.artsmn.ualberta.ca/



• Code FP valable du 14 au 27 avril 2022 : **up1domij**



↑ Crédit : Tim Geenens / Unsplash.com

LE QUÉBEC VEUT AIDER LES FRANCOPHONIES CANADIENNES À S'ÉPANOUIR

En juin dernier, Québec a invité les francophonies canadiennes à se réunir afin de trouver des solutions pour promouvoir la langue française. À la fin du Sommet, le Québec est reparti avec 146 fiches de notes pour l'aider dans l'élaboration de sa *Politique en matière de francophonie canadienne*. Le dévoilement de celle-ci a été fait le 20 mars dernier.

Les premières réactions de la francophonie albertaine vis-à-vis de ces choix politiques semblent optimistes. Avec une vision, cinq objectifs, un plan de 75 actions à réaliser sur une durée de trois ans et un investissement total de 24,5 millions de dollars, cette politique est un réel engagement de Québec pour soutenir les francophonies canadiennes. Elle s'annonce audacieuse et de bon augure.

«Elle est extrêmement ambitieuse», déclare Valérie Lapointe Gagnon, professeure agrégée d'histoire et droits linguistiques au Campus Saint-Jean. D'ailleurs, l'une de ses orientations est de favoriser une meilleure connaissance mutuelle entre le Québec et les communautés francophones.

«On part de loin», dit Mme Lapointe Gagnon. Un avis partagé par Étienne, directeur général du Conseil de développement économique de l'Alberta, organisme responsable du volet touristique en français pour la province. Il explique que les Québécois ne connaissent pas l'existence de la communauté franco-albertaine. En fait, c'est seulement à leur arrivée en Alberta que les touristes québécois découvrent l'existence de la richesse francophone.

De plus, Valérie Lapointe Gagnon explique avoir eu des échos négatifs de la part de certains Québécois à la suite de l'annonce de l'investissement du gouvernement envers les francophonies canadiennes. Selon d'autres observateurs, ils montrent aussi de la **résistance**, même sur les réseaux sociaux comme Twitter.



« ON ESPÈRE QU'ELLE VA APPUYER UNE MEILLEURE CONNAISSANCE DES QUÉBÉCOIS À L'ÉGARD DE LA FRANCOPHONIE CANADIENNE »
Isabelle Laurin

GLOSSAIRE

RÉSISTANCE
Force qui s'oppose à un mouvement



GABRIELLE BEAUPRÉ
JOURNALISTE



↑ Valérie Lapointe Gagnon, Étienne Alary, Isabelle Laurin. Crédits : Courtoisie

La professeure agrégée explique que ces efforts pour protéger le français ne doivent pas être concentrés juste au Québec mais partout au Canada. Comme constat, elle ajoute qu'il «y a beaucoup de travail à faire» pour faire connaître la présence bruyante des communautés francophones de l'Ouest aux Québécois sans qu'ils quittent leur province francophone.

Optimiste, Isabelle Laurin, directrice générale de l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA), souhaite que l'instauration de la Journée québécoise de la francophonie canadienne en date du 22 mars de chaque année aide à promouvoir la présence des communautés francophones partout au pays. «On espère qu'elle va appuyer une meilleure connaissance des Québécois à l'égard de la francophonie canadienne et des différentes cultures qui la compose.»

UN CHEF DE FILE

Pour Québec, se doter d'une politique en matière de francophonie canadienne est une façon de devenir le chef de file dans la défense de la langue française. «C'est un gros morceau à l'échelle nord-américaine et le français est menacé de partout», souligne Valérie Lapointe Gagnon.

La professeure raconte que dans le passé, le Québec avait déjà exprimé sa volonté de jouer ce rôle de meneur, mais au-

cune action n'avait été concrétisée. Cependant, la situation est différente et, maintenant, «on veut mobiliser les ressources» pour protéger la francophonie.

Avec ses actions, Étienne Alary observe que le gouvernement québécois veut travailler en équipe avec les francophonies canadiennes dans la promotion de la langue de Molière. «Il les valorise et les met en valeur.»

UN PAS DANS LA BONNE DIRECTION

Valérie Lapointe Gagnon voit donc la *Politique du Québec en matière de francophonie canadienne* d'un bon œil. «C'est un pas dans la bonne direction.» On peut d'ailleurs considérer le travail de consultation effectué en amont et notamment lors du Sommet sur les rapprochements des francophonies canadiennes. Cet événement a démontré que ses leaders veulent faire partie de la solution, estime-t-elle.

Et maintenant? La professeure du Campus Saint-Jean mentionne que même si la politique est lancée, Québec doit continuer ses démarches de dialogue avec les communautés francophones situées dans les quatre coins du pays.

Néanmoins, Québec montre déjà qu'elle est sérieuse dans ses démarches puisque les 9 et 10 mai prochain, elle sera l'hôte de la première rencontre «Mobilisation Franco» avec les leaders des francophonies canadiennes. ▲



↑ (De gauche à droite) Charles Brochu, président de l'ACFA régionale de Calgary, la mairesse Jyoti Gondek, Marie-Thérèse Nickel, directrice de l'ACFA régionale, et Courtney Walcott, conseiller municipal. Crédit : Raphael Oulai, président de l'Association des Ivoiriens de Calgary et membre du conseil d'administration de l'ACFA régionale de Calgary

LA FRANCOPHONIE POURRAIT AVOIR SA PLACE À CALGARY

À quelques jours de la fin du mois de la Francophonie, la mairesse **Jyoti Gondek** en a fait sa proclamation. Dans la salle du conseil municipal, elle s'est exprimée en français et en anglais. Si certains ont pu être présents, d'autres ont suivi ce moment sur internet. «Il est essentiel que le conseil souligne la contribution et la vitalité de la communauté francophone de Calgary», dit-elle, persuasive.

L'année 2022 signe le 40^e anniversaire du drapeau franco-albertain. Celui-ci a d'ailleurs été hissé au lever du jour, selon le communiqué de presse de l'ACFA régionale de Calgary. Il a trôné fièrement sur le parvis de l'hôtel de ville le 29 mars dernier. Mais pour 24 heures seulement.

Une démarche dont Marie-Thérèse Nickel, directrice régionale de l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA) régionale de Calgary, est fière, mais elle espère davantage. «On aurait bien aimé voir s'il y avait moyen de faire accepter le drapeau franco-albertain dans la salle du conseil municipal pour qu'il y reste à l'année.»

LA PRISE DE PAROLE DE L'ACFA RÉGIONALE LIMITÉE À CINQ MINUTES

Lors de cette réunion du conseil municipal, l'ACFA régionale a été invitée afin d'expliquer les enjeux de la francophonie à Calgary. Accueilli en français par le conseiller Courtney Walcott, Charles Brochu, président du conseil d'administration de l'ACFA régionale de Calgary, a tenu un discours sur l'importance de la langue dans la ville.



IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO

GLOSSAIRE
RECONNAISSANCE
Action de reconnaître
quelqu'un ou quelque
chose comme réel,
légitime



CHLOÉ LIBERGE
JOURNALISTE

Il a aussi mentionné la promotion de l'immigration francophone avec l'Initiative des communautés francophones accueillantes. Ce projet pilote regroupe 14 communautés de partout au Canada, sauf du Québec. Parmi elles, on retrouve Clare (Nouvelle-Écosse), Sudbury (Ontario) ou Prince George (Colombie-Britannique). Son but est de faciliter les échanges entre les nouveaux arrivants et la communauté grâce à des services et des ateliers organisés par diverses associations.

Il était important pour la directrice de l'ACFA régionale de Calgary de mentionner ce projet. «On voulait aussi leur montrer les priorités fédérales, provinciales et territoriales sur l'immigration francophone au Canada et faire comprendre que Calgary a été nommée depuis 2018 par le gouvernement fédéral comme une communauté francophone accueillante.»

Cependant, leur temps de parole été limité à cinq minutes. «On voulait discuter d'autres thèmes, mais les conseillers nous ont avisés de ne pas parler de 10 000 sujets, car rien ne sera retenu!» Il a donc fallu se concentrer sur l'essentiel.

Marie-Thérèse poursuit, «il était important de présenter la francophonie, de démontrer sa force que ce soit au niveau de l'éducation, de l'économie ou encore de l'histoire du quartier Rouleauville. On voulait faire connaître l'ACFA, mais aussi Francophonie Calgary qui regroupe 30 organismes qui œuvrent au service en français dans la grande région de Calgary, dont les services régionaux et provinciaux.»

UN DISCOURS QUI N'EST PAS PASSÉ INAPERÇU

Pour les remercier de cette prise de parole, Charles Brochu et Marie-Thérèse Nickel ont offert aux conseillers en cadeau le livre *Rouleauville: The Cradle of Calgary, Pre-1899 to 1907 and Beyond* écrit par Suzanne de Courville Nicol. Cette dernière a d'ailleurs réagi à la prise de parole de la mairesse. «J'ai regardé cela en ligne et j'ai trouvé ça extraordinaire. Elle a aussi commencé la séance en français, ce qui est du jamais vu. C'est vraiment un signe de respect de parler en français.»

Présidente et fondatrice du Bureau de visibilité de Calgary (BVC),



↑ Suzanne de Courville Nicol, présidente et fondatrice du Bureau de visibilité de Calgary. Crédit : Suzanne de Courville Nicol

Suzanne est une grande fervente de la francophonie en Alberta. C'est d'ailleurs l'un des principaux buts du BVC que d'accroître la visibilité de la francophonie calgarienne. Alors, face aux déclarations de la mairesse, cette francophone n'a pu contenir sa joie. «La proclamation, c'était une première, du jamais vu, et c'était vraiment une reconnaissance très officielle de la francophonie de Calgary et de la place qui lui revient.»

D'AUTRES MESURES À METTRE EN PLACE

Cependant, Suzanne de Courville Nicol sait qu'il ne faut pas arrêter ces efforts. «La ville a besoin d'inculquer la francophonie et de reconnaître son importance, son histoire.» Elle continue en parlant du drapeau franco-albertain, «c'est un emblème de l'Alberta et il devrait être au sein de la salle du conseil comme les autres drapeaux, c'est donc une autre chose à poursuivre.»

L'ACFA régionale est d'ailleurs d'accord sur ce point et ne compte pas en rester là. Sa directrice l'affirme, «ce qu'on aimerait bien, c'est de voir s'il y aurait un moyen de mettre un petit comité en place avec la municipalité pour pouvoir continuer à discuter des affaires francophones et de la francophonie de la région.»

Une initiative qui ne s'annonce pas aussi simple. «On va continuer à travailler avec les deux conseillers municipaux avec qui nous avons été en contact, Courtney Walcott et Andre Chabot, et qui nous ont aidés à pouvoir avoir cette opportunité», insiste Marie-Thérèse qui ne perd pas espoir. Elle conclut, «les négociations et discussions vont donc continuer». ▲

LA RÈGLE DE GRAND-MÈRE GRAMMAIRE

LES HOMOPHONES

Ce sont des mots qui se prononcent de la même façon, mais qui ont une orthographe différente.

Sot, seau, sceau, saut.

Sot est le masculin de sottise. Il qualifie quelqu'un qui a peu d'intelligence, peu de bon sens.

Seau est un récipient avec une anse qui sert à transporter des substances.

Sceau est un cachet officiel sur lequel sont gravés des signes distinctifs.

Saut est l'action de se propulser en hauteur ou en longueur.

Ex. : Le lapin a fait un **saut**, mais ce **sot**, il a atterri dans le **seau** rempli d'eau!

Ex. : Le roi Philippe, qui n'était pas si **sot**, a pris la précaution de sceller son courrier avec le **sceau** représentant ses armoiries.



ÊTRE COMME LAIT ET CITRON

Cette expression qualifie des relations tendues, conflictuelles entre deux personnes. Elle trouve ses origines en Haïti. C'est l'équivalent d'**être comme chien et chat**.

Ex. : Jean et sa belle-mère **sont comme lait et citron**. La cohabitation est difficile.



↑ Le drapeau franco-albertain a été hissé devant l'hôtel de ville. Crédit : Chloé Liberge

L'ACFA RÉGIONALE DE CALGARY FÊTE LA BIENVENUE AUX NOUVEAUX ARRIVANTS FRANCOPHONES

Après deux années sans rassemblement, une célébration a été organisée pour les francophones de Calgary. Au total, environ 90 personnes étaient présentes. Un pari réussi pour l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA) régionale de Calgary qui a mis en place ce projet pilote.



FRANCOPHONIE

IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO

L'INTÉGRATION S'EST BIEN PASSÉE. LES GENS À CALGARY SONT BONS, ILS M'ONT AIDÉ À TROUVER LE NÉCESSAIRE POUR VIVRE ICI »

Jean-Marie
Nshimirimana

GLOSSAIRE

CONVIVIALITÉ

Caractère chaleureux qui facilite les échanges entre des individus



CHLOÉ LIBERGE
JOURNALISTE

C'est dans une ambiance festive, au rythme de musiques entraînantes, que les nouveaux arrivants francophones font connaissance pour l'occasion avec ces «familles d'accueil» déjà installées depuis quelques années.

Au programme : danse, repas, cadeaux de bienvenue, mais aussi jeux pour petits et grands. Tout est mis en œuvre pour créer une relation entre les participants, un lien social essentiel.

C'est le cas pour Denis Kasongo et Jean-Marie Nshimirimana qui viennent juste de se rencontrer. Ils sont venus à cet événement dans l'espoir de trouver une communauté. «On est ici pour chercher l'intégration, en espérant rencontrer des gens qui parlent la même langue que nous.»

Tous deux se sont établis à Calgary pour retrouver leur famille respective et ils soulignent la **convivialité** de cette ville. Pour Jean-Marie, originaire du Burundi et installé ici depuis novembre dernier, la communauté francophone l'a beaucoup épaulé. «L'intégration s'est bien passée. Les gens à Calgary sont bons, ils m'ont aidé à trouver le nécessaire pour vivre ici.» Un esprit de solidarité que partage également Denis.

Ancien habitant d'Ottawa, ce Congolais a déménagé dans la métropole il y a un mois et demi et a déjà fait appel à une association pour l'accompagner dans ses démarches. «Lorsque je me sens un peu seul, je peux trouver des personnes qui peuvent m'aider avec mes projets. Par exemple, si j'ai des questions sur tel ou tel domaine, j'ai quelqu'un qui peut m'aider à me donner les informations en français, ce qui est plus simple avec la communication.»

UNE AIDE QUE PEU DE FRANCOPHONES OSENT SOLLICITER

Afin de promouvoir cette assistance, de nombreux organismes sont présents lors



↑ (De gauche à droite) Marco Bergeron, président du Conseil scolaire Francosud, Céline Bossé, agente-santé du Réseau santé Alberta, et Nancy Loranger-McClintock. Crédit : Chloé Liberge

À l'initiative de l'Association des juristes d'expression française de l'Alberta, le Centre albertain d'information juridique offre des services d'accompagnement juridique. Ateliers, rencontres avec un agent-juriste ou aiguillage vers des avocats bilingues, vous pouvez communiquer avec le Centre par courriel ou par téléphone, sans frais.

Pour plus d'information : Centre albertain d'information juridique infojuri.ca/fr/

de cette rencontre pour les nouveaux arrivants. Que ce soit le Centre d'accueil pour les nouveaux arrivants francophones (CANAF), le Réseau santé Alberta (RSA), le Centre albertain d'information juridique ou encore le Conseil scolaire FrancoSud, tous ont répondu présents à l'invitation. À travers leurs kiosques d'information, ils leur souhaitent la bienvenue et leur proposent leurs services.

Pour Marco Bergeron, président du Conseil scolaire FrancoSud, cette réunion permet aussi de guider ces arrivants, souvent perdus. «Ils ont des besoins, mais ne savent pas forcément où aller. C'est pourquoi on est là aujourd'hui, pour leur dire : "oui, on est présents et oui, on peut vous aider".»

UN MANQUE D'ACTIVITÉS RESSENTI DEPUIS DEUX ANS

C'est aussi l'occasion, lors de cet événement, de se retrouver comme avant. Les sourires se lisent sur les visages de chacun, participants et bénévoles. Une ambiance qui fait chaud au cœur de Nancy Loranger-McClintock, une ancienne Montréalaise installée à Calgary depuis les années 1980.

Ce n'est pas la première fois qu'elle fait du bénévolat. Alors quand son amie lui a proposé d'aider l'association, elle n'a pas hésité. «Je trouve que c'est important, à titre de Canadienne française, de pouvoir offrir mes services auprès de la communauté.»

Que ce soit en accueillant les nouveaux francophones ou encore en s'occupant du kiosque de jeu, Nancy garde toujours la bonne humeur. Pour cette assistante-enseignante au Lycée international de Calgary (anciennement Louis Pasteur) en grande section maternelle, il est évident que la langue française est nécessaire à ses yeux. «C'est important de valoriser la langue. Le Canada est considéré comme un pays bilingue et si l'on peut l'emporter au-delà des frontières ou autre, pourquoi ne pas s'investir?»

S'ENGAGER POUR LA COMMUNAUTÉ FRANCOPHONE

Un investissement réussi puisqu'au total, 16 familles d'accueil et 76 nouveaux arrivants ont pu faire connaissance. Pour Marie-Thérèse Nickel, la directrice de l'ACFA régionale de Calgary, cette fête est un succès. «On a mis du temps à se décider à faire l'évènement suite aux mesures sanitaires, mais on s'est quand même lancé avec six jours d'organisation et tout s'est bien passé.»

Elle est d'ailleurs très fière de cette grande diversité et de retrouver tant de nationalités différentes lors de cette rencontre francophone. De l'Algérie au Maroc, en passant par le Cameroun, la Guinée ou encore certains pays d'Amérique du Sud, toutes étaient représentées dans la bonne humeur.

Des cadeaux ont également été offerts à toutes les personnes présentes. Trousses d'accueil avec brochures d'information pour les adultes et sacs de voyage pour les enfants, ce geste a fait chaud au cœur à tous.

La directrice de l'ACFA régionale de Calgary garde un bon souvenir de cet après-midi. «Les participants et partenaires avaient l'air d'être heureux, donc on est contents.» Un rassemblement similaire pourrait donc être organisé dans un futur proche. ▲



↑ Jean-Marie Nshimirimana et Denis Kasongo, nouveaux arrivants francophones, sont heureux d'avoir participé à cet événement. Crédit : Chloé Liberge

DR. CLAUDE BOUTIN ORTHODONTIST

wired wireless

Dr Claude Boutin
B.Sc, D.D.S., D. Ortho., F.R.C.C.
Spécialiste certifié en orthodontie

- Orthodontie pour les enfants et les adultes
- Services en français
- Cabinets de traitement privés et modernes
- Technologie de pointe
- Aucune référence nécessaire

Market Mall Executive Professional Centre
Suite 124 - 4935 40 Avenue N.O.
Calgary, AB T3A 2N1

Tél. : (403) 284-5202
www.droutin.com



□ PORTRAIT

Chloé Liberge Journaliste

J'aime lire, écrire, mais surtout partager des histoires, du vécu. Depuis petite, je souhaite devenir journaliste. Après des études en communication audiovisuelle en France, j'ai eu envie de partir découvrir le monde. Le Canada m'est alors apparu comme une évidence. Au journal **Le Franco** pour quelques mois, j'espère contribuer au partage de la culture francophone à travers la province.



↑ (De gauche à droite) Betty Nseka Songo, Marie-Chantale Leger, Dalia Barriault et Céline Tassé, la directrice de l'École francophone d'Airdrie. Crédit : Courtoisie

DES JEUNES D'AIRDRIE S'UNISSENT POUR ENVOYER DES LIVRES EN RDC

Les huit élèves de 9^e année du cours de leadership de l'École francophone d'Airdrie font équipe pour ramasser des livres et des manuels scolaires usagés. Sous l'impulsion de **Betty Nseka Songo**, leur enseignante d'origine congolaise, leur mission est de les envoyer dans son pays d'origine afin d'améliorer l'éducation des jeunes.

« On n'a pas de but fixe. Plus on en ramasse, plus on est contents. On veut vraiment faire notre possible », annonce Dalia, l'une des participantes à ce projet humanitaire. Les huit jeunes qui participent au projet récoltent aussi des dons financiers ainsi que des fournitures tels que des jouets, des vêtements et des ustensiles.

Par la suite, « on va aller les revendre au Village des Valeurs », ajoute Dalia. L'argent récolté servira à payer les frais

IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO



GABRIELLE
BEAUPRÉ
JOURNALISTE

de livraison pour envoyer les livres et manuels scolaires au Congo. Optimistes et volontaires, les jeunes ont commencé ce projet début février et il se terminera fin mai. Le mois de juin sera consacré à la préparation et à la concrétisation de l'envoi vers la République démocratique du Congo (RDC), en Afrique de l'Ouest.

L'ÉDUCATION EN RDC SE DÉGRADE

L'initiatrice du projet, Betty Nseka Songo, enseigne le cours de leadership à l'École francophone d'Airdrie. Cette idée est née lors de sa dernière visite dans son pays natal alors qu'elle visitait sa famille.

Ainsi, durant son séjour, elle décide de redécouvrir quelques écoles. « En tant qu'éducatrice, je voulais savoir à quoi elles ressemblaient aujourd'hui. » Ce fut un choc pour la pédagogue. Elle trouve que les lieux d'apprentissage se sont dégradés depuis son passage sur ces bancs d'école.

Elle indique, entre autres, que lorsqu'elle était élève, elle avait accès à des manuels scolaires. « Les parents payaient pour qu'on puisse en louer. » Tristement, les élèves d'aujourd'hui ont peu « de ressources pour bénéficier d'une bonne éducation scolaire ». Elle se rappelle néanmoins qu'elle non plus n'avait pas accès à des romans pour se divertir. Le premier, elle l'a lu à son arrivée au Canada, il y a 15 ans.

UNE DÉMOGRAPHIE ET DES BESOINS EN HAUSSE

Selon la base de données de la Banque mondiale, la population de la République démocratique du Congo était estimée, à la création du pays, à 60 411 195 habitants. En 2020, ils étaient de près de 90 millions, dont la moitié sont des jeunes de moins de 15 ans. « Plus

il y a d'enfants au pays, plus la qualité de l'éducation devrait être améliorée. »

Lors de son passage sur le territoire de ses ancêtres, Betty Nseka Songo constate que, malgré l'augmentation de la population, le nombre d'établissements scolaires n'a pas augmenté. « C'est de pire en pire et c'est vraiment écœurant! », s'exclame l'enseignante.

Dès qu'elle a partagé son histoire avec ses élèves, Suvi, Dalia, Gaby, Mylo, Noah, Marie-Chantale, Angélique et Hannah ont été attristées par la précarité des jeunes congolais et ont décidé de leur venir en aide. « C'est important pour nous de faire notre part », souligne Marie-Chantale.

L'APPUI DE L'ÉCOLE

Depuis le premier jour, la direction de l'École francophone d'Airdrie appuie ce projet humanitaire. Ainsi, l'année dernière, avant même qu'il soit instauré dans la classe de Betty Nseka Songo, l'école avait fait une première collecte

de fonds pour aider la jeunesse congolaise. L'école avait réussi à amasser 350\$ en dons. « Elle nous a permis de donner des livres à une école qui n'a pas eu de livres

depuis 2003 », relate l'idéatrice.

Cette année, la direction appuie le groupe de volontaires à la tête du projet en informant les parents sur ce projet. Elle explique l'importance de ce projet afin de les aider à recueillir le plus de dons possible et leur fournit un local pour y ranger toutes les fournitures qu'ils reçoivent.

Finalement, l'enseignante témoigne du rayonnement de ses élèves dans la réalisation de ce grand projet humanitaire. « Au début, ils étaient effrayés puisqu'ils étaient devant l'inconnu. » Mais dès qu'ils ont débuté, leur peur s'est effacée tranquillement pour laisser place à la fierté. « Je les vois faire de leur mieux pour l'accomplir. » ▲

SUGGESTIONS CULTURELLES DU FRANCO!



Les suggestions de cette semaine sont proposées par **Isaac Lamoureux**, journaliste et descendant de Joseph A. Lamoureux



La place. Épisode :
Lamoureux, partie 1 et 2. Production : SHFA

La place propose une variété de podcasts différents qui traitent du patrimoine culturel de l'Alberta. Ces deux épisodes mettent en valeur le hameau Lamoureux, près de Fort Saskatchewan, alors que les autres vous invitent à découvrir d'autres petits bijoux du patrimoine francophone de l'Alberta. Disponible sur l'application *Frabio* et le site histoireab.ca



Les Lamoureux :
The Pioneers. Auteur :
Joseph A. Lamoureux

Ce livre porte sur l'arrivée des membres de la famille Lamoureux dans le hameau du même nom qu'ils ont bâti. Il traite de la riche histoire de ces pionniers avant et après leur arrivée en Alberta. Le livre présente de nombreuses traces du passé, difficiles à trouver autrement. J'ai la chance d'en posséder un exemplaire. Sur Amazon, j'en ai trouvé deux au prix de 500\$ chacun. Je me demande bien qui d'autre possède ce livre, pourquoi ils le vendent et qui pense pouvoir l'acheter.



Ecstasy of Gold.
Musicien : Yo-Yo Ma

Le génial compositeur Ennio Morricone a réorchestré quelques-unes de ses œuvres afin de laisser la place au violoncelle de Yo-Yo Ma. Cette œuvre vous donnera l'impression de marcher vers une bataille qui va changer le destin du monde.



↑ Une partie de la classe de 9^e du cours de leadership autour de quelques boîtes de livres qu'ils ont déjà reçus. Crédit : Courtoisie



LES TWEETS DE LA SEMAINE



Isabelle Laurin
@Izichka

Née au Qc, #frab d'adoption, #frcan de coeur. Passionnée par l'humanité, la francophonie, l'environnement, les plantes et la danse. Herbivore. DG @ACFAAB



À méditer. « 48 % des diplômés de langue maternelle française travaillaient principalement en français lorsque leur dernier diplôme provenait d'un établissement de langue française, par rapport à... » #frab #frcan #SauvonsSaintJean 1/2

« ... par rapport à 14 % des diplômés de langue maternelle française dont le diplôme provenait d'un établissement de langue anglaise. » #frab #frcan #SauvonsSaintJean 2/2



Laila Goodridge

@LailaGoodridge
Conservative Party of Canada MP Fort McMurray - Cold Lake | Shadow Minister Families, Children and Social Development



J'affiche fièrement mon drapeau #frab à l'entrée de mon bureau à Ottawa. Savais-tu que le blanc et la fleur de lys représentent la culture #fr, tandis que le rose sauvage et le bleu représentent l'Alberta? #MoisdelaFrancophonie



↑ Crédit : Rawpixel.com

LES HOMMES ONT AUSSI LEUR PLACE EN GARDERIE

La question de la place de l'homme dans la petite enfance, avec tous les préjugés et les clichés qu'elle véhicule, est au centre des préoccupations de la francophonie albertaine, ces derniers temps. Des experts en éducation font le constat.

En Alberta, le milieu de la petite enfance francophone fait face, et de l'aveu de ses propres éducateurs, à une double difficulté : trouver du personnel qui parle français et qui soit, en même temps, qualifié.

Il existe pourtant un troisième défi, non moins important, qui n'est pas toujours mis en avant. Trouver des éducateurs «au masculin» qui remplissent les deux premières conditions et qui sont intéressés à travailler dans un service de garde.

Ce que Sandra Hassan Farah, professeure en éducation à la petite enfance au Centre collégial de l'Alberta, appelle le «défi supplémentaire».

Pour preuve, elle affirme que c'est la première fois en trois ans qu'elle accueille un étudiant dans sa salle de classe. «On va essayer de le garder», lance-t-elle, avec un brin d'humour.

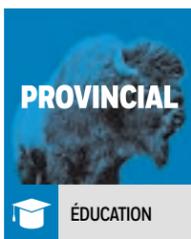
Selon elle, la province compte très peu d'éducateurs en milieu francophone.

«Personnellement, j'en connais deux ou trois. Ils sont souvent aussi dans les "avant et après école", avec les enfants d'âge scolaire (6 à 12 ans)», relève-t-elle.

Une situation face à laquelle la communauté francophone de l'Alberta ne pouvait plus rester de marbre. Car, note Sandra Hassan Farah, «il s'agit de reposer un équilibre naturel».

«Les enfants sont autant à être en contact avec des hommes qu'avec des femmes. Quand ils se retrouvent à passer des journées entières avec des femmes, ça ne reflète pas la réalité finalement», explique la professeure.

C'est d'ailleurs dans cette perspective que les locaux du Campus Saint-Jean ont abrité, samedi 26 mars dernier, une formation gratuite destinée aux étudiants et au personnel de la petite enfance francophone de l'Alberta. L'objectif : réfléchir sur les stéréotypes et les préjugés envers les hommes dans le milieu de l'éducation à la petite enfance.



MEHDI MEHENNI
JOURNALISTE

En plus de Sandra Hassan Farah, le Centre collégial a fait appel à deux intervenants de marque : Dominique Germain, professeur et coordonnateur du département de Techniques d'éducation à l'enfance au Collège Montmorency à Laval (Québec), et Alain St-Pierre, professeur et coordonnateur des stages en Techniques d'éducation à l'enfance du même collège.

SE DIRIGER VERS UNE APPROCHE INCLUSIVE
S'il y a un point sur lequel les trois experts se rejoignent entièrement, c'est que les préjugés sont d'abord à combattre au sein même de la petite enfance.

Dominique Germain cite, en premier lieu, les annonces de recherche «d'éducatrices», qui sont le plus souvent rédigées au féminin.

«C'est presque tous les jours que je pose la question sur les réseaux sociaux : est-ce qu'un homme fait l'affaire aussi? Parce qu'un jeune étudiant de 16 ou 17 ans qui regarde cette offre d'emploi, il ne va pas se sentir interpellé. Il va s'imaginer que c'est un emploi pour les femmes uniquement», souligne-t-il.

Le professeur suggère une approche **«inclusive»** et recommande d'utiliser la rédaction «épiciène» pour dire «personnel éducateur recherché» ou bien nommer «éducateurs/éducatrices» dans l'annonce.

Alain St-Pierre pense que c'est aussi par «réflexe» que les rédacteurs d'annonces ont recours à ce type d'exclusion de genre.

Pourtant, il assure que «les milieux de la petite enfance qui ont eu l'expérience de travailler avec des hommes sont très sensibilisés et très positifs au principe d'inclusion».

Un principe que Sandra Hassan Farah considère comme vital et «important même pour les femmes».

«À la petite enfance, ça ne travaille qu'en équipe. Et dans un travail d'équipe, on ne cherche pas à ressembler à la personne, mais à se compléter. Ça va être beaucoup plus efficace», observe-t-elle.

Elle fait remarquer également que «face à des situations d'urgence ou de prise de risques, on ne va pas avoir la même réaction ni penser de la même manière» et que c'est finalement «la



↑ Dominique Germain, professeur et coordonnateur du département de Techniques d'éducation à l'enfance, Collège Montmorency (Laval, Québec). Crédit : Courtoisie



1. Sandra Hassan Farah, professeure en éducation à la petite enfance, Centre collégial de l'Alberta. 2. Jean-Bastien Vaudry, futur éducateur à la petite enfance. Crédits : Courtoisie. 3. Alain St-Pierre, professeur et coordonnateur des stages en Techniques d'éducation à l'enfance, Collège Montmorency (Laval, Québec).

réalité de la vie qu'on offre à l'enfant tout simplement».

Ce qui fait dire à Alain St-Pierre que «le service à l'enfance est censé justement représenter la maison des enfants et la société en général, qui n'est pas menée que par les femmes».

«Le soin des enfants n'est pas réservé qu'aux femmes; c'est tout le monde qui doit s'en occuper», martèle-t-il.

LES PARENTS, LES ÉDUCATRICES ET LA «CHASSE GARDÉE»

Mais la résistance est là et, parfois, elle peut venir des collègues de travail comme des parents, rappelle Dominique Germain.

«Les parents font partie aussi des éléments de résistance. Beaucoup n'acceptent pas l'idée qu'un homme va faire le change de couches des enfants à la pouponnière. C'est un premier réflexe», note-t-il.

Cependant, le professeur a souvent vu l'inverse se produire au bout de deux à trois mois, dans des situations similaires.

«On voit donc que les parents sont finalement très heureux. On entend aussi d'autres parents, qui ont constaté qu'un homme travaille dans le groupe des trois ans, dire qu'ils ont hâte que leurs enfants arrivent dans ce groupe-là pour que leurs enfants vivent une situation différente avec un homme», témoigne-t-il.

Il ajoute qu'«une fois que la situation de l'homme est bien placée dans le milieu, c'est généralement très positif».

Ensuite, il y a les éducatrices! Selon Sandra Hassan Farah, «elles ne sont pas toujours prêtes à accueillir les hommes et leur laisser de la place».

«On a eu déjà quelques réflexions entamées de femmes qui avouent que ça vient un peu les chercher de voir un homme faire les soins d'hygiène d'enfants. Elles disent qu'elles sont mal à l'aise avec ça. Pour elles, c'est une tâche féminine. On sexualise les tâches», raconte-t-elle.

Certaines femmes ont aussi dit, poursuit la professeure-enseignante, «on se bat continuellement pour avoir notre place dans le monde du travail, alors maintenant qu'on a une profession qui nous appartient, on ne veut pas la lâcher».

Cependant, il y a d'autres femmes qui ont exprimé ces mêmes difficultés et qui, «à force de travailler avec un homme, comme elles n'ont pas le choix, eh bien, elles ont trouvé cela chouette. Une fois qu'elles ont laissé aller les barrières», rapporte, optimiste, Sandra Hassan Farah.

JEAN-BASTIEN, CE VISAGE DU CHANGEMENT

Peu importe, aux yeux du professeur Alain St-Pierre, «il s'agit là d'un nombre d'idées reçues qu'il faut absolument déconstruire».

«Chez nos étudiants, on le voit moins, puisqu'ils sont tous jeunes et plus modernes. Mais dans les services de garde, on sent qu'il y a une chasse gardée chez certaines femmes», relève-t-il avec un certain agacement.

Ce pourquoi son collègue Dominique Germain estime que «la prise de conscience de l'importance de la présence masculine en petite enfance est une bataille à long terme».

«C'est à force d'en parler qu'on va semer dans la tête des gens cette idée-là. Et c'est peut-être juste dans 10 ou 15 ans qu'on va voir une différence marquée», conclut-il.

Un des futurs visages du changement habite justement Edmonton et se nomme Jean-Bastien Vaudry. Âgé de 22 ans, le jeune homme suit un programme provincial en ligne pour devenir aide-éducateur.

«J'ai pu amplement m'expérimenter avec les cinq frères et sœurs que compte ma famille. J'épaule ma mère, je suis son bras droit», dit fièrement Jean-Bastien Vaudry, qui précise que sa mère est monoparentale.

Le futur éducateur avait, en effet, la voix éteinte puisqu'il n'avait dormi que très peu les dernières 48 heures. «J'ai veillé deux nuits entières pour surveiller l'état de santé de ma petite sœur, âgée d'un an, et de mon petit frère, âgé de quatre ans», soupire-t-il.

Sa maman, Nathalie Ouellet, qui achève ses études dans le même domaine, pense que son fils a «une véritable vocation».

Jean-Bastien l'affirme d'ailleurs. «Je suis motivé pour finir mon parcours secondaire et aller au Campus Saint-Jean pour devenir éducateur à la petite enfance.» ▲



QUAND ILS SE RETROUVENT À PASSER DES JOURNÉES ENTIÈRES AVEC DES FEMMES, ÇA NE REFLÈTE PAS LA RÉALITÉ »

Sandra Hassan Farah



LE SERVICE À L'ENFANCE EST CENSÉ JUSTEMENT REPRÉSENTER LA MAISON DES ENFANTS ET LA SOCIÉTÉ EN GÉNÉRAL »

Alain St-Pierre



UNE FOIS QUE LA SITUATION DE L'HOMME EST BIEN PLACÉE DANS LE MILIEU, C'EST GÉNÉRALEMENT TRÈS POSITIF »

Dominique Germain



GLOSSAIRE

INCLUSIF

Qui intègre une personne ou un groupe en mettant fin à leur exclusion

2022-23
INSCRIPTIONS
Apprendre en s'amusant en français!
Inscrivez-vous maintenant!

bobinobobinette.centrenord.ab.ca

BESOIN D'INFORMATION JURIDIQUE?

Nous sommes là pour vous aider!

Par téléphone Sans frais 1 844 266-5822
Par courriel question@infojuri.ca | www.ajefa.ca

Service d'assermentation gratuit à Edmonton

Notre Expérience. Votre Avantage.

Nous exerçons dans plusieurs domaines de droit y compris les testaments et successions, litiges civils et accidents de voiture.

Pierre C. Desrochers, c.l. • C. Vincent Karata • Justin E. Kingston • Céline G. Bégin

1801 TD Tower, 10088 - 102 Avenue, Edmonton, AB T5J 2T1
T 780.426.4660 F 780.426.0982
www.mccuaig.com

asis
ORTHODONTICS.CA
BIENVENUE!
ON PARLE FRANÇAIS
DR. MARK KNOEFEL

(780) 457-5566

CANADA PLACE DENTAL

www.downtowncanadaplacedental.com

Nous offrons les services suivants :
Urgences acceptées le même jour, Traitement cosmétique, Blanchissage des dents, Remplissage en céramique, Implantations, Couronnes en céramique en une seule visite
Blanchissage de dents GRATUITS pour les nouveaux patients

Situé au centre-ville - édifice Théâtre Citadelle
9828, 101A Avenue Edmonton (AB) T5J 3C6
Stationnement remboursé

Tél.: 780 424-6272 | canadaplacedental2@gmail.com

L'EAU, ENJEU MAJEUR POUR LA SÉCURITÉ DE L'HUMANITÉ

Le 9^e Forum mondial de l'eau, qui se tenait à Dakar, au Sénégal, du 22 au 27 mars, a mis en lumière l'importance de cette ressource sous-estimée par les décideurs publics. Bien que la question de l'eau soit l'enjeu géopolitique et sécuritaire le plus important pour l'ensemble de l'humanité, nos gouvernements en font peu de considération, permettant même sa surutilisation pour la production du pétrole issu des sables bitumineux.

« OR, LA DEMANDE EN EAU AUGMENTE NON SEULEMENT POUR LA VIE COURANTE, AVEC L'ACCROISSEMENT DE LA POPULATION MONDIALE, MAIS AUSSI EN TANT QUE SOURCE D'ÉNERGIE LIÉE À L'INDUSTRIALISATION »

Le Forum mondial de l'eau, qui n'a lieu que tous les trois ans, s'est tenu pour la première fois en Afrique subsaharienne. Une région qui connaît de nombreux problèmes autour de cette ressource vitale, même si elle dispose de quantités énormes d'eau.

Il existe une certaine controverse autour de ce forum parce qu'il a été créé en 1997 par le Conseil mondial de l'eau, qui n'est pas associé à l'ONU. Il s'agit en réalité d'une organisation créée par de grandes multinationales comme Saint-Gobain, en France, et la grande compagnie pétrolière brésilienne Petrobras, qui surexploitent cette ressource qui est pourtant un bien de l'humanité.

Alors, les choses changent. Tout d'abord, à Dakar, des décideurs publics — notamment des chefs d'État africains et des représentants de l'ONU — étaient présents. À un an de la Conférence de la Décennie des Nations Unies de l'eau, les acteurs publics et parapublics du secteur se sont servis de cette rencontre pour amorcer les travaux préparatoires à la conférence onusienne.

UNE RESSOURCE TENUE POUR ACQUISE, SURTOUT AU CANADA

Rappelons que moins de 1 % du volume d'eau présent sur la Terre est utilisable par les humains et que la ressource est très inégalement répartie sur la planète.

Or, la demande en eau augmente non seulement pour la vie courante, avec l'accroissement de la population mondiale, mais aussi en tant que source d'énergie liée à l'industrialisation. La ressource primaire diminue donc, un processus amplifié par les changements climatiques qui causent une augmentation de la sécheresse dans plusieurs régions du monde.

Il s'agit aussi d'un problème au Canada, qui dispose pourtant de 20 % de la réserve d'eau douce au monde, soit l'une des plus grandes réserves sur la planète. Le fait qu'une partie de la population canadienne n'ait pas accès à l'eau potable est symptomatique du peu de considération que nous avons pour cette ressource.

Le gaspillage est énorme dans notre pays, comme en témoigne la désuétude de nos systèmes d'aqueducs. Par exemple, la ville de Hamilton, en Ontario, perd le quart de son eau potable dans son système d'aqueduc. Et les provinces ne se bousculent pas pour investir les sommes nécessaires à leur modernisation!

Bien que le Canada se proclame comme « un des chefs de file internationaux pour l'accomplissement de projets environnementaux visant le développement durable de ses ressources », le gouvernement n'a pu empêcher la surutilisation honteuse de l'eau pour la production du pétrole issu des sables bitumineux.

L'avenir de la rivière Athabaska, en Alberta, est compromis par cette industrie qui requiert dix fois plus d'eau que la production de pétrole classique.

L'UNESCO a d'ailleurs sermonné le Canada à ce sujet, sans que cela empêche le gouvernement fédéral de continuer de soutenir les grandes pétrolières dans leur entreprise de destruction. En effet, Ottawa travaille à une nouvelle réglementation qui permettra aux entreprises albertaines de rejeter l'eau des bassins de décantation dans les rivières environnantes, de l'eau fortement contaminée.



1. Traversé par la frontière canado-américaine, le lac Supérieur, le plus grand des cinq Grands Lacs, est le plus vaste lac d'eau douce au monde. Crédit : Mélanie Tremblay. 2. Le 9^e Forum mondial de l'eau s'est tenu à Dakar, au Sénégal, du 22 au 27 mars. Crédit : Page Facebook World Water Council - Conseil Mondial de l'Eau. 3. Le Forum mondial de l'eau est organisé tous les trois ans depuis 1997 par le Conseil mondial de l'eau, en partenariat avec un pays hôte. Crédit : Site Web World Water Forum. 4. Le prochain forum aura lieu en Indonésie en 2024. Crédit : Twitter World Water Council

Si vous pensez pas que des rivières, des lacs, des bassins, des nappes phréatiques ne peuvent pas disparaître sous l'effet des actions humaines, vous vous trompez. C'est exactement ce qui se passe avec le lac Tchad depuis cinq décennies.

LA DISPARITION DU LAC TCHAD COMME SONNETTE D'ALARME

Le lac Tchad était la 3^e plus grande réserve d'eau douce au monde. Il faisait vivre quelque 40 millions de personnes dispersées entre le Tchad, le Niger, le Nigeria et le Cameroun.

Ces dernières décennies, il a perdu 90 % de sa surface! Une situation qui a forcé le déplacement de millions de personnes, rompu les équilibres fragiles et ancestraux entre les peuples de la région, et déstructuré les relations sociales, économiques et commerciales.

Le terrorisme djihadiste dans la région du Sahel n'est pas la cause de la violence, il est la conséquence de cette énorme catastrophe environnementale. Cet exemple est la meilleure illustration que l'on puisse donner de la complexité et de l'importance de l'eau comme enjeu sécuritaire.

L'eau étant la base de la vie, un accès difficile ou contesté à l'eau crée automatiquement des problèmes de sécurité environnementale, sociétale, économique, politique et militaire.

L'EAU COMME RACINE DES CONFLITS DANS LE MONDE

L'eau est depuis longtemps la première cause des conflits dans le monde, au point où on parle aujourd'hui de sécurité hydrique, d'impérialisme hydrique et de diplomatie de l'eau.

On compte 260 fleuves et 150 aquifères transfrontaliers dans le monde. Sans coopération pour les gérer, ces ressources vitales deviennent des sources de tensions.

Je vous donne trois exemples d'une longue liste :

- < Le bassin du Jourdain : il est impossible de comprendre le conflit israélo-palestinien et les mauvaises relations entre Israël et ses voisins sans comprendre le problème de l'eau. Plus de deux ans avant la guerre de Six jours (1967), Israël s'était opposé au détournement des eaux du Jourdain.
- < Le bassin du Tigre et de l'Euphrate qui envenime les relations entre la Turquie, la Syrie et l'Irak : la Turquie, située en amont, construit des barrages qui réduisent le débit des deux fleuves en aval.
- < Le bassin du Nil qui concerne l'Égypte, le Soudan et l'Éthiopie : l'Éthiopie vient d'ouvrir les vannes du grand barrage Renaissance, ce qui va considérablement réduire le débit du Nil. Or, pour un pays comme l'Égypte, toute l'économie et la vie des habitants sont organisées autour du Nil et en dépendent.

Le Canada comme les États-Unis sont depuis longtemps tombés dans les affres de la financiarisation de l'eau. Autrement dit, l'eau est considérée comme un bien marchand comme un autre, soumis aux lois du marché et sur lequel on peut spéculer. Des compagnies privées n'hésitent pas à pomper dans les ressources d'eau canadienne pour revendre cette eau sous forme embouteillée au prix fort.

Alors que le Canada demeure obnubilé par les oléoducs, les Américains pensent depuis longtemps à construire des aqueducs pour pomper l'eau canadienne et l'acheminer dans le Sud et le Midwest étasunien, qui en manquent cruellement.

Il est urgent que nos gouvernements fassent de l'eau la priorité qu'elle doit être. ▲



GLOSSAIRE

SPÉCULER

Faire des opérations financières, commerciales pour tirer profit des variations du marché

AURÉLIE LACASSAGNE
CHRONIQUEUSE

Aurélie Lacassagne est politologue de formation et professeure invitée à l'École supérieure d'affaires publiques et internationales (ÉSAPI) de l'Université d'Ottawa.



« UN COUP QUE TON TERRAIN EST SEMÉ, TU ES DANS LES MAINS DE DIEU »
Gilles Sylvain

LA SÉCHERESSE MENACE LES PRAIRIES

GIROUXVILLE

IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO



ENVIRON 64% DES MILIEUX HUMIDES DE L'ALBERTA ONT DISPARU OU SE SONT DÉGRADÉS DANS LES ZONES HABITÉES DE LA PROVINCE »

Felix Nwaishi

GLOSSAIRE

POLLINISATION

Phénomène qui permet la fécondation des plantes à fleurs par le transport du pollen



MÉLODIE
CHAREST
PIGISTE

Avec son taux de précipitation de seulement 37%, la capitale albertaine a connu, l'an dernier, l'été le plus sec de son histoire. Si les citoyens ont toujours pu profiter de l'eau courante, les agriculteurs peuvent craindre le pire. Entre températures extrêmes et déficit hydrique, difficile de lire l'avenir.

Les sécheresses sont semblables à un jeu de dominos : un manque de précipitation engendre un assèchement des réserves d'eau et une déshumidification des terres. Ce déficit hydrique entraîne une sécheresse dite socioéconomique. Ce jeu ne réjouit personne.

Gilles Sylvain cultive des céréales sur 2 100 acres, à Girouxville, au nord-ouest de l'Alberta. L'an dernier, il a perdu environ 30% d'une récolte moyenne en raison des conditions météorologiques. Ses champs ne sont pas irrigués, car les pluies sont généralement satisfaisantes pour mener à terme ses récoltes. «Un coup que ton terrain est semé, tu es dans les mains de Dieu. Tu ne peux rien faire», lance l'agriculteur passionné.

Les chaleurs estivales de 2021 ont été telles que le processus de **pollinisation** a été gravement entravé. «Les fleurs deviennent sèches, la plante essaie de faire d'autres fleurs et ces fleurs-là deviennent aussi sèches. La plante devient de plus en plus faible et il n'y a pas de graines qui se produisent.»

LES ADAPTATIONS

Les sécheresses ne sont pas nouvelles dans la région. Celle de 2001-2002 a amputé près de six milliards de dollars du produit intérieur brut (PIB) canadien. En Alberta seulement, la sécheresse de 2002 a touché entre 70 et 75% des récoltes.

L'agriculteur de Girouxville se rappelle qu'avant la sécheresse de 2021, «on a eu des années d'humidité». Tellement humides que les pluies diluviennes ont anéanti ses récoltes sous près de 15 centimètres d'eau au sol. Cette année, il a utilisé toute cette eau emmagasinée dans le sol. «On l'a minée, il n'en reste plus. Si on a une autre sécheresse, ça va être vraiment grave», dit-il avec une onde d'inquiétude dans la voix.

Financement agricole Canada (FAC), la plus grande compagnie des services financiers en agriculture du pays, a permis aux agriculteurs de reporter le paiement de leurs prêts en raison des pertes subies. Toutefois, pour les agriculteurs comme Gilles dont les emprunts sont déjà réglés, ces mesures ne les ont pas affectés.

C'est son assurance agricole provinciale qui lui est plutôt venue en aide. «C'est un choix, tu n'es pas obligé de la prendre. La prime qu'on paie au printemps, pour une ferme de ma grosseur, c'est entre 20 000 et 30 000\$.» Il n'est pas rare que les agriculteurs s'abstiennent de la prendre, comme c'est le cas de son voisin dont les pertes ont été considérables l'été dernier.

Dame nature n'était peut-être pas du côté de Gilles, mais le marché oui. Attribués à la rareté du produit, les prix des récoltes céréalières ont alors doublé. Une bonne nouvelle pour «ceux qui ont été capables de battre une petite récolte».

Malgré une nouvelle hausse des prix des céréales depuis le début du conflit ukrainien, les coûts des engrais et des carburants ont, eux aussi, augmenté. D'autres vivent encore les effets de la sécheresse de 2020. L'avenir semble donc se dessiner dans un ciel incertain.

POURQUOI LES SÉCHERESSES FRAPPENT-ELLES D'AVANTAGE LES PRAIRIES?

Felix Nwaishi, professeur au département de la Terre et des sciences de l'environnement du Mount Royal University, explique la vulnérabilité des Prairies par sa position géographique. Située en plein cœur du triangle Palliser, cette région «reçoit les précipitations annuelles moyennes les plus faibles du pays», vulgarise-t-il.

Au début du 20^e siècle, des sécheresses ont rendu la pratique agricole hostile dans le centre-sud et le sud-est de l'Alberta. Le début de ce siècle est aussi touché et «des épisodes ont également été enregistrés dans cette région». Monsieur Nwaishi ne doute pas que ces épisodes sont également attribuables aux changements climatiques.

Une autre piste évoquée est la perte des milieux humides : celle-ci doit être considérée avec sérieux. Aujourd'hui, les aménagements urbains et agricoles se font souvent au détriment

↑ Crédit : Md. Hasanuzzaman Himel / Unsplash.com.

de ces dernières alors qu'elles limitent les effets négatifs des sécheresses.

«Environ 64% des milieux humides de l'Alberta ont disparu ou se sont dégradés dans les zones habitées de la province», peut-on lire sur le site web de Canards Illimités Canada, un organisme de bienfaisance canadien qui milite pour la protection de l'environnement.

Le professeur en science des écosystèmes fait les mêmes constats. Ces milieux, qui étaient «une composante majeure de la mosaïque du paysage d'avant la colonisation dans les Prairies», doivent être protégés. En effet, il affirme que leur «rétablissement est crucial pour rendre cette région résistante à la sécheresse du 21^e siècle».

LA SUITE...

L'homme de Girouxville observe «des extrêmes météorologiques» depuis quelques années. Il n'est pas le seul. Environnement Canada affirme que le pays se réchauffe deux fois plus rapidement que le reste du globe. Tandis que certaines parties du Canada jouiront de plus de précipitations, les vagues de chaleur et les sécheresses vont finalement s'intensifier dans les Prairies. ▲

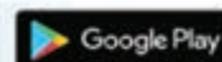
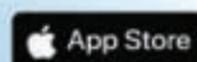
Le déficit hydrique est la différence cumulée entre l'évapotranspiration potentielle et les précipitations pendant une période où ces dernières sont inférieures à la première.



Votre porte d'entrée numérique vers
la francophonie Albertaine
n'attend plus que vous!



TROUVEZ ENCORE PLUS DE CONTENU
SUR NOTRE APPLICATION MOBILE



PRENDRE SOIN DE NOS (FUTURS) PETITS-ENFANTS

PROVINCIAL

IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO

GLOSSAIRE

ABROGATION

Annulation pour l'avenir du caractère exécutoire d'un texte législatif ou réglementaire



MÉLODIE
CHAREST
PIGISTE

Le combat pour la protection de l'environnement est celui de la génération actuelle. L'objectif : une planète saine pour elle et pour les générations futures. C'est ce que la jeune militante Greta Thunberg a affirmé lors de son passage à Edmonton en 2019. Trois ans plus tard, nos décideurs politiques canadiens sont-ils du même avis qu'elle?

L'idée avancée par la Suédoise prend racine dans le concept du développement durable (DD). Ce concept a bien évolué depuis sa naissance. Pour Paule Halley, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en droit de l'environnement, la définition du DD qui fait «largement consensus» est celle du rapport Brundtland de 1987.

«Un développement qui satisfait les besoins de la génération actuelle sans priver les générations futures de la possibilité de satisfaire leurs propres besoins.» Ainsi, la prise en considération des générations futures se présente comme un principe «inhérent à la définition du DD et il en constitue une condition essentielle».

QUE FAIT LE CANADA?

En 2012, le premier symposium du projet *L'environnement au tribunal* de l'Institut canadien du droit des ressources de l'Université de Calgary (en partenariat avec le gouvernement du Canada et Alberta Law Foundation) est inauguré.

C'est dans ce contexte que Paule Halley, praticienne du droit, publie, avec son collègue Pierre-Olivier DesMarchais, *Le développement durable en droit canadien*, un texte qui met la

lumière sur l'opérationnalisation des principes du DD au Canada.

Selon ce texte, l'État canadien semble faire des efforts depuis une trentaine d'années pour inscrire ces principes dans son appareil juridique. Après avoir créé le poste de commissaire à l'environnement et au développement durable en 1995, le Canada met en œuvre la *Loi fédérale sur le développement durable* en 2008, ce qui permet de recadrer la stratégie canadienne dans ce domaine.

Cependant, le Canada n'a pas de droits constitutionnels relatifs à l'environnement ou à ce principe, «et ce, en dépit des nombreuses affirmations de la Cour suprême quant à la valeur fondamentale de la protection de l'environnement pour les membres de la société canadienne», précise madame Halley.

Cette lacune ne semble pas alarmer l'avocate pour autant. Bien que le concept soit abstrait, plusieurs provinces (Ontario) et territoires (Territoires du Nord-Ouest) ont ajouté des articles dans leur charte afin de prendre en considération l'équité intergénérationnelle.

ZOOM SUR L'ALBERTA

De son côté, la loi albertaine *Environmental Protection and Enhancement Act* affirme reconnaître le principe du développement durable «qui garantit que l'utilisation des ressources et de l'environnement ne compromet pas les perspectives de leur utilisation par les générations futures».

La possible **abrogation** de la loi de 1976 qui limite les exploitations minières à ciel ouvert sur certains versants des Rocheuses a soulevé, en

2021, des inquiétudes par rapport aux promesses du gouvernement de protéger les intérêts des générations à venir.

À ce moment, le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles avait affirmé que les opportunités économiques d'aujourd'hui et les générations de demain faisaient partie de l'équation des décisions politiques.

Deux ans plus tard, ce dossier soulève encore la poussière. En mars 2022, la ministre de l'Énergie, Sonya Savage, a annoncé l'avortement de tous les projets d'exploration du charbon qui ne sont pas dans un stade avancé en attendant les résultats de l'examen de la gestion des pentes orientales des Rocheuses qui doit s'achever sous peu.

Les consultations publiques qui ont eu lieu au cours des derniers mois ont été assez claires : la modernisation passe d'abord et avant tout par une gestion durable des terres. Il reste à voir ce que le gouvernement de l'Alberta prépare... ▲



UN DÉVELOPPEMENT QUI SATISFAIT LES BESOINS DE LA GÉNÉRATION ACTUELLE SANS PRIVER LES GÉNÉRATIONS FUTURES DE LA POSSIBILITÉ DE SATISFAIRE LEURS PROPRES BESOINS »

Paule Halley



LES ÉMISSIONS DU SECTEUR DES TRANSPORTS REPRÉSENTENT 25% DE L'ENSEMBLE DES ÉMISSIONS DU CANADA ET NOUS DEVRONS ÉVENTUELLEMENT NOUS DÉCARBONISER, AUTANT LE FAIRE MAINTENANT! »

Craig MacDonald



↑ Plusieurs bornes électriques pour les voitures Tesla sont déjà installées notamment à Jasper. Crédit : Arnaud Barbet

UN AUTRE PAS VERS LA DÉCARBONISATION DU TRANSPORT EN ALBERTA

PROVINCIAL

IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO



NOTRE PLAN EST D'INSTALLER DES BORNES DE RECHARGE À TRAVERS LE CANADA. ON VEUT QUE LES ALBERTAINS ACHÈTENT UN VÉHICULE HYBRIDE OU ÉLECTRIQUE COMME MODE DE TRANSPORT »

Randy Boissonnault

MARIE-PAULE BERTHIAUME
JOURNALISTE

Le gouvernement fédéral encourage les Canadiens à entrer dans la course à l'électrification des transports. Grâce au Programme d'infrastructure pour les véhicules à émission zéro (PIVEZ), l'Alberta compte désormais 110 bornes de recharge électrique qui s'ajoutent aux 260 bornes annoncées le 18 janvier dernier.

Cette initiative à priori «verte» prend une toute autre dimension en Alberta, où le réseau électrique est principalement alimenté au gaz naturel. Le jeu en vaut cependant la chandelle.

PARTENARIAT FÉDÉRAL-MUNICIPAL

Annoncée le 2 février dernier par le ministre du Tourisme et ministre associé des Finances, l'honorable Randy Boissonnault, au nom du ministre des Ressources naturelles, l'honorable Jonathan Wilkinson, l'initiative de deux millions de dollars vise à encourager les contribuables de l'Alberta, de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick à délaisser les véhicules opérant exclusivement au pétrole.

Le ministre Boissonnault salue le partenariat entre les municipalités et le gouvernement fédéral dans le dossier des bornes de recharge des véhicules électriques. «Notre plan est d'installer des bornes de recharge à travers le Canada. On veut que les Albertains achètent un véhicule hybride ou électrique comme mode de transport.»

Pour lui, il est essentiel de développer le réseau de bornes pour éviter l'anxiété de distance, soit l'inquiétude que la batterie soit à court d'énergie avant d'atteindre la destination ou un point de charge. Il rappelle en outre que le froid hivernal albertain réduit significativement la durée de la batterie.

Le ministre dit vouloir s'assurer que les contribuables puissent sortir des grandes

villes sans souci, en ayant accès à des points de recharge là où ils en ont besoin.

GAZ NATUREL

Ingénieur chez Associated Engineering (AE), Craig MacDonald travaille sur des projets relatifs au climat, à l'énergie et aux émissions de gaz à effets de serre. Il indique que bien que le réseau de bornes de l'Alberta soit toujours alimenté par des combustibles fossiles, il devient progressivement «plus propre» et bénéficiera de l'élimination progressive de l'énergie provenant du charbon planifiée par la province à partir de 2023.

«L'Alberta Electric System Operator (AESO) a préparé différents scénarios sur la composition du réseau électrique de l'Alberta au cours des 20 prochaines années

(section 4.2.2). Le gaz naturel a une intensité d'émissions plus faible que le charbon, ce qui réduira les émissions des véhicules électriques», explique celui dont les recherches universitaires ont porté sur l'intensité des émissions des véhicules électriques/zéro émission.

Il ajoute que le gouvernement de l'Alberta «peut et doit faire davantage pour assurer la

transition du réseau vers des sources de combustible à faibles émissions comme l'éolien et le solaire». Selon lui, financer des infrastructures qui accéléreront la transition vers l'achat de véhicules électriques est essentiel.

«Les émissions du secteur des transports représentent 25% de l'ensemble des émissions du Canada et nous devons éventuellement nous décarboniser, autant le faire maintenant! En plus de l'engagement du gouvernement fédéral selon lequel, d'ici 2035, toute nouvelle voiture et tout nouveau camion léger vendu seront des véhicules électriques, on remarque que le marché évolue déjà rapidement dans cette direction», conclut-il. ▲

Craig MacDonald nous rappelle que la Régie de l'énergie du Canada (REC) propose un outil qui évalue comment les véhicules électriques et hybrides se comparent aux véhicules non électriques dans différentes provinces. Il note cependant que ces données datent de 2018 et que le réseau de l'Alberta est «plus propre qu'il y a quatre ans et qu'il continuera dans cette voie.»

GLOSSAIRE

CONTRIBUABLE
Qui participe aux charges publiques en payant des impôts

transition du réseau vers des sources de combustible à faibles émissions comme l'éolien et le solaire». Selon lui, financer des infrastructures qui accéléreront la transition vers l'achat de véhicules électriques est essentiel.

«Les émissions du secteur des transports représentent 25% de l'ensemble des émissions du Canada et nous devons éventuellement nous décarboniser, autant le faire maintenant! En plus de l'engagement du gouvernement fédéral selon lequel, d'ici 2035, toute nouvelle voiture et tout nouveau camion léger vendu seront des véhicules électriques, on remarque que le marché évolue déjà rapidement dans cette direction», conclut-il. ▲





↑ Un paysage albertain après le passage des feux de forêt en 2019. Crédit : Alberta Wildfire

INCENDIES DE FORÊT : MIEUX COMPRENDRE POUR MIEUX RÉAGIR

PROVINCIAL

IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO



LES FEUX DE FORÊT FONT PARTIE DES PROCESSUS NATURELS DES FORÊTS. TOUS FEUX NE SONT PAS BONS À ÉTEINDRE »

Julien Bourque

GLOSSAIRE

RISQUE D'IGNITION
Risque d'inflammabilité (propriété qui engendre le feu)



MÉLODIE
CHAREST
PIGISTE

Selon la mythologie grecque, c'est Prométhée qui a apporté le feu sur Terre. Toutefois, en Alberta, «vivre avec le feu est une réalité pour tous les résidents des zones périurbaines», affirme Josee St-Onge. Dans cette réalité, la compréhension du phénomène fait partie de la solution pour les Albertains.

Les territoires de l'Ouest canadien sont davantage vulnérables aux feux de forêt et de prairie. En plus des conditions météorologiques (sécheresses, vent, orages) qui facilitent le déclenchement des feux, un autre facteur explique leur apparition.

Julien Bourque, associé de recherche à l'Institut canadien pour les choix climatiques, explique que «le secteur de la foresterie est plus important dans l'Ouest canadien et les pratiques de suppression des incendies favorisent l'accumulation de "carburant" (feuilles, branches) pour le prochain feu de forêt incontrôlé». Mais ce n'est pas tout.

Contrairement à sa voisine à l'ouest, l'Alberta a été épargnée au cours de l'année 2021. Selon le rapport national sur la situation des feux de végétation, la province n'a connu «que de courtes périodes actives». Toutefois, l'an dernier, elle «a vu plus de feux de forêt que la moyenne des cinq dernières années, mais ces feux ont brûlé moins de superficies que la moyenne», affirme Josee St-Onge, agente d'information au ministère de l'Agriculture, des Forêts et du Développement économique rural de l'Alberta.

Par ailleurs, la plupart des quelque 1 342 feux de forêt albertains sont largement attribuables aux activités anthropologiques. Comme le rappelle Josee St-Onge, en 2021, seulement 28% des feux de forêt sont attribués à des phénomènes naturels comme la foudre. Les feux de camp abandonnés sont pointés du doigt. L'an dernier, ils ont causé près de 17% des feux de forêt. Il en va donc de la responsabilisation des citoyens, des visiteurs, mais aussi des propriétaires terriens.

CHACUN A UN RÔLE À JOUER

Les propriétaires des forêts canadiennes sont, dans la plupart des cas, les provinces et les territoires. C'est pour cela que, selon M. Bourque, la cohérence politique, pour atténuer la vulnérabilité des populations face à ces phénomènes, doit passer par une «coordination efficace des paliers de gouvernements et des ministères à l'intérieur de ces paliers en lien avec la forêt».

Malgré cet emboîtement politique, «chacun a un rôle à jouer». Pour madame St-Onge, les propriétaires représentent la «première ligne de défense» pour réduire le **risque d'ignition**. Des gestes simples, comme nettoyer les feuilles automnales autour des habitations, peuvent «interrompre le passage direct du feu aux infrastructures» et rendre, du même coup, les communautés plus résilientes.

Plusieurs communautés albertaines travaillent «continuellement pour mettre en œuvre les principes du programme [Intelli-feu] et encouragent leurs citoyens à faire de même». Dans la douzaine de communautés albertaines reconnues par Intelli-feu, on retrouve notamment le comté de Lac La Biche et celui de Banff.

COMBATTRE LE FEU PAR LE FEU

«Les feux de forêt font partie des processus naturels des forêts. Tous feux ne sont pas bons à éteindre», lance le scientifique Julien Bourque. Il préconise donc une autre solution : la pratique du brûlage dirigé. Cette pratique est largement utilisée par les communautés autochtones et «permet de diminuer le "carburant" disponible et la régénération de la forêt».

Toutefois, malgré toutes ces solutions, les données sur les feux de forêt incontrôlables et «qui considèrent les impacts des changements futurs» manquent cruellement à la littérature scientifique.

À titre d'exemple, M. Bourque cite les inondations qui ont suivi les incendies de l'été dernier en Colombie-Britannique et note que



↑ En Alberta, les feux de forêt de 2019 ont brûlé 883 414 hectares de forêts. Crédit : Alberta Wildfire

Un programme albertain pour les feux de forêt qui a fait boule de neige

Le programme Intelli-feu (FireSmart) est apparu il y a plus de trente ans pour «répondre aux inquiétudes grandissantes liées aux feux de forêt dans les zones périurbaines où le développement humain cohabite avec les forêts», explique Josee St-Onge. L'initiative est d'abord lancée par Alberta Forest Service. Aujourd'hui, le programme s'étend à l'échelle nationale. Intelli-feu est «une responsabilité partagée entre tous les niveaux de gouvernement, le secteur privé, les communautés et les propriétaires».

La filière albertaine travaille principalement à augmenter la résilience des communautés par une approche qui mise sur l'éducation, la planification d'urgence, la gestion de la végétation, la législation, le développement, la coopération entre les agences et la formation.

d'avantage d'informations sur les liens entre les deux phénomènes auraient permis une meilleure préparation de la population. Finalement, l'une des solutions pour faire face à ces catastrophes passe par la vulgarisation et l'éducation des communautés qui vivent avec ces risques afin d'éviter les fatalités. ▲



↑ Guy Bonneau, «on vend du bœuf de la ferme aux consommateurs. Je trouve qu'il y a plus de gens qui désirent savoir comment leur nourriture est produite.» Crédit : Courtoisie

UN STEAK ÉCORESPONSABLE DANS VOTRE ASSIETTE

PROVINCIAL

IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO

GLOSSAIRE

CHEPTTEL
Ensemble des bêtes



**MÉLODIE
CHAREST**
PIGISTE

L'Alberta génère 50% de la production bovine du pays. En plus de mobiliser d'importantes quantités d'eau et de céréales, l'élevage est responsable de 14% des émissions de gaz à effet de serre (GES) dans le monde. Comment la championne de la production bovine peut-elle rendre l'élevage plus écoresponsable?

La ferme familiale Charlotte Lake Farms, à Bonnyville, élève des bœufs et cultive des citrouilles et du maïs. En 2014, Guy et Léona Bonneau prennent la relève : ils sont la troisième génération. Leur objectif : tendre à la spécialisation de l'élevage de bœufs.

Le couple se consacre à temps plein à leurs troupeaux, ce qui leur permet d'avoir 438 bœufs, tout en utilisant une technique d'élevage un peu plus écoresponsable : la rotation des pâturages. Il planifie leurs activités agricoles afin «d'utiliser toutes les ressources de la ferme, les bêtes et les récoltes», explique Guy.

PRENDRE LE TEMPS POUR UNE MEILLEURE HERBE

Parmi les techniques dites écoresponsables de l'élevage, on retrouve la rotation des pâturages. Dans la production conventionnelle, le bétail est nourri, pendant les derniers mois de son élevage, aux céréales ou au maïs pour accélérer sa croissance et son engraissement.

Dans la rotation des pâturages, on ne fait pas cette étape de finition. On déplace plutôt les bœufs sur différents sites de pâturage tout au long de leur croissance. L'avantage : peu de machines sont nécessaires.

Charlotte Lake Farms a présentement onze pâturages. Le déplacement des bêtes s'effectue selon la condition des sols. Ceux-ci ont besoin d'une période de repos pour se régénérer, ce qui peut aller d'une à trois semaines, dépendamment des précipitations et des températures. Toutefois, la production de bœufs faite selon les règles de l'art de cette technique est assez mince au pays. La part de cette production est d'environ 1% du cheptel.

Et si cette méthode d'élevage est économe en énergie, elle permet aussi d'offrir une transparence et une qualité de viande aujourd'hui appréciée par le consommateur. «On vend du bœuf de la ferme aux consommateurs. Je trouve qu'il y a plus de gens qui désirent savoir comment leur nourriture est produite», souligne l'éleveur.

POUR LE BIEN-ÊTRE DE L'ANIMAL

Avec une onde d'humour dans sa réponse, Guy nous affirme qu'il lui est impossible de demander au grand-père de Léona si la technique du pâturage en rotation était utilisée en 1911 sur la ferme de Bonnyville. Il peut toutefois nous assurer que la technique était peu utilisée lorsque le père de son épouse avait la ferme.

Et encore aujourd'hui, peu de ses homologues utilisent la technique. «C'est beaucoup plus de travail», dit-il honnêtement. Le déménagement des vaches d'un pâturage à un autre demande de l'entraînement pour le bétail, ce qui n'est pas toujours évident. En plus de cet entraînement, les éleveurs, comme la famille Bonneau, doivent s'assurer que les bœufs sont bien clôturés et qu'ils sont suffisamment approvisionnés en eau.

Celui qui a travaillé pendant de nombreuses années dans des banques est bien placé pour expliquer les implications économiques de telles mesures. «C'est cher à établir, mais après, il y a des avantages [économiques] : on a plus

d'herbes, les vaches sont plus pétantes». Il insiste avec humour, «les vaches sont contentes, les plantes sont contentes et le sol est content»

LES ÉLEVEURS, DES ALLIÉS CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

L'élevage de bœufs mobilise des quantités très importantes d'eau. Selon Greenpeace, une organisation non gouvernementale internationale de protection de l'environnement, 403 000 litres d'eau sont nécessaires pour produire «l'équivalent d'un an de viande et de produits laitiers. C'est 17 douches par jour et par personne pendant un an ! C'est sans compter que près du tiers des émissions de GES attribuées au secteur agricole proviennent des ruminants.

Malgré ces données alarmantes, l'expansion des pâturages au Canada semble être un des moyens de lutter contre les changements climatiques et la hausse des émissions de GES. En mars 2021, Canards Illimités Canada et deux autres partenaires ont mis en place un programme pour les éleveurs de bœufs afin de «rétablir l'herbage et le pâturage de 50 585 hectares de terres agricoles d'ici 2025», peut-on lire dans un communiqué de presse.

Cet organisme environnemental qui «conserve les milieux humides et les habitats qui s'y rattachent» affirme que les producteurs et les éleveurs bovins nourrissent le monde, mais que «rares sont ceux qui jouent aussi un rôle essentiel dans la protection du territoire, de l'eau, de la faune du Canada».

Les pâturages sont des écosystèmes «les plus productifs et divers dans le monde». En plus de fournir un habitat à certaines espèces animales, les graminées vivaces permettent d'atténuer les émissions de GES en les séquestrant par photosynthèse. Avec leurs racines profondes, elles agissent comme filtre naturel de l'eau et en augmentent la qualité.

En d'autres mots, les pâturages, comme ceux de la ferme familiale Bonneau, peuvent être un moyen de manger un steak tout en atténuant les émissions de dioxyde de carbone (CO₂), un des principaux gaz à effet de serre. ▲



↑ La famille Bonneau élève des bœufs à Bonnyville, au nord d'Edmonton. Crédit : Courtoisie



CETTE DIFFÉRENCE S'EXPLIQUE EN GRANDE PARTIE PAR LE NOMBRE DE VÉHICULES ET LA QUANTITÉ DE MARCHANDISES TRANSPORTÉES PAR AN »

David Layzell



L'OR BLEU DE L'ALBERTA

PROVINCIAL

IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO

C'est quoi eqCO_2 ?

L'équivalent en dioxyde de carbone est un indice qui compare les impacts environnementaux de l'ensemble des GES sur l'environnement.

GLOSSAIRE

TALON D'ACHILLE
le point faible



MÉLODIE
CHAREST
PIGISTE

Un carburant qui n'émet pas de gaz à effet de serre (GES) pendant sa combustion, c'est une utopie? Certainement pas à en croire les dires de David Layzell, directeur du Canadian Energy Systems Analysis Research (CESAR) à l'Université de Calgary. L'hydrogène s'impose de plus en plus dans le paysage énergétique de la province.

Ce n'est plus un secret, l'Alberta est la province la plus polluante du pays. La moyenne canadienne des émissions de gaz à effet de serre (GES) du transport est de 5,8 tonnes eqCO_2 par personne par année. La moyenne albertaine est de 10,4 tonnes eqCO_2 .

Les véhicules lourds sont le **talon d'Achille** de la province en matière d'émissions de GES. En Alberta, ces camions émettent 3,2 tonnes eqCO_2 par habitant, soit le double de la moyenne fédérale. « Cette différence s'explique en grande partie par le nombre de véhicules et la quantité de marchandises transportées par an », précise David Layzell.

Cette différence notable est aussi attribuable aux caractéristiques de l'économie albertaine qui est largement « dominée par l'industrie lourde et les longues distances ». Cependant, l'hydrocarbure semble apporter une solution viable aux plans économique et environnemental.

Selon les prévisions du gouvernement fédéral, le marché mondial de l'hydrogène pourrait atteindre 11 billions de dollars et générer 350 000 emplois au Canada au cours des trois prochaines décennies.

En misant sur l'hydrogène, l'Alberta peut ainsi réduire ses émissions de GES de 14 mégatonnes par an dès 2030. Le spécialiste explique que la province produit de l'hydrogène bleu « à partir de gaz naturel couplé au CSC [captage et stockage du carbone] ». Ainsi, ce n'est pas la combustion de l'hydrogène qui émet des GES, mais sa production.

Les entreprises de transport ont également avantage à envisager les carburants alternatifs comme l'hydrogène. En effet, l'entretien des véhicules lourds au diesel est reconnu pour être dispendieux.

LA CHAMPIONNE CANADIENNE... VOIRE MONDIALE

En novembre dernier, Développement économique Canada pour les Prairies (PrairiesCan) et Alberta Innovates octroient une enveloppe de 2,8 millions de dollars à C-FER Technologies pour moderniser une installation d'hydrogène dans la capitale albertaine. En amont de ce financement, le gouvernement Kenney a travaillé sur une feuille de route pour rendre plus accessibles le financement des projets de production d'hydrogène et les partenariats public-privé (PPP).

La décision d'octroyer cette enveloppe budgétaire à la province de la rose sauvage tient à son titre de la plus grande productrice d'hydrogène au monde, mais également à ses 50 ans d'exploitation de la ressource. « L'Alberta produit beaucoup d'hydrogène aujourd'hui, environ 5 400 tonnes de H_2 par jour. » La province veut se battre pour un autre titre, celui de la plus grande exportatrice d'hydrocarbure au monde.

ZÉRO ÉMISSION, VRAIMENT?

Pour David Layzell, si l'Alberta a réussi à se tailler une place dans ce marché, c'est qu'elle est « l'un des endroits les moins chers au monde pour fabriquer de l'hydrogène à faible teneur en carbone ».

Toutefois, l'hydrogène albertain « est utilisé comme matière première industrielle et non comme carburant. En tant que matière première industrielle, l'hydrogène est utilisé

Quelle est la couleur de l'hydrogène?

L'hydrogène que produit l'Alberta est bleu. Toutefois, il existe d'autres couleurs. Par exemple, le gaz naturel produit de l'hydrogène gris. Contrairement à l'hydrogène bleu, les émissions de GES de cet hydrogène ne sont pas stockées : neuf kilogrammes de CO_2 sont produits par kilogramme d'hydrogène, soit près du double de l'hydrogène bleu. De son côté, l'hydrogène vert est produit grâce aux énergies renouvelables comme l'énergie éolienne ou le soleil. Dans ce cas-ci, aucun GES n'est émis. Dans tous les cas, peu importe la couleur de l'hydrogène, ce gaz n'émet pas de GES lors de sa combustion.



↑ Raffinerie à Lloydminster. Crédit : Arnaud Barbet

pour fabriquer de l'ammoniac fertilisant et pour raffiner le pétrole», peut-on lire dans un courriel du directeur du CESAR. On peut s'attendre à voir les véhicules lourds qui y carburent sur les routes albertaines à partir de cette année.

Malgré les annonces réjouissantes et l'engouement pour l'hydrogène, David Layzell reste lucide. L'utilisation de cette source alternative nécessite plusieurs interventions étatiques. En plus de devoir créer de nouveaux systèmes énergétiques pour rendre l'hydrogène davantage accessible comme carburant, il faut rechercher des pôles d'hydrogène, des régions où « l'échelle de l'offre, de la distribution et de la demande [rendent] les coûts bas et où l'investissement public continu n'est pas nécessaire ».

Dans le cadre du Plan de relance de l'Alberta, le gouvernement provincial octroie 10 millions de dollars répartis sur deux ans au secteur de l'hydrogène afin « d'appuyer l'innovation et la technologie liées à l'hydrogène ». Par contre, les investissements en pétrochimie plafonnent à 272 millions de dollars en 2022. ▲



↑ Jasmine Robinson, coordonnatrice de l'intégrité de la marque et du marketing de Goodwill Industries en Alberta. Crédit : Chloé Liberge

LE MARCHÉ DE SECONDE MAIN, UN ACHAT ÉCOLOGIQUE ET ÉCONOMIQUE

CALGARY

IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO

GLOSSAIRE

BIBELOT

Petit objet pouvant servir
comme décoration



CHLOÉ LIBERGE
JOURNALISTE

Si l'on devait définir notre ère, la société de consommation y prendrait toute sa place. On achète un produit, on l'utilise, puis on s'en débarrasse très vite. Mais aujourd'hui, la cause environnementale devient un enjeu sociétal et le marché de l'occasion ne cesse de fleurir. Une manière efficace de recycler, mais aussi de trouver des vêtements de qualité à prix réduit.

Depuis plusieurs années, on aperçoit un nombre incalculable de friperies voir le jour dans notre environnement urbain. Que ce soit des petites boutiques remplies de vêtements et de **bibelots** en tout genre ou de grands magasins d'occasion avec plusieurs rayons, le marché de la seconde main explose. Un point positif pour l'environnement, mais pas seulement.

Lucie Brouillard, maquilleuse professionnelle, voit aussi cette façon de consommer comme un moyen d'économiser de l'argent. Originaire de l'Estrie, au Québec, elle part très jeune faire le tour de l'Europe en camping et doit, par conséquent, faire attention à son budget. Une habitude qui est devenue au fil des années une routine bien rodée. «C'était par souci d'économie, puis c'est devenu une habitude.»

DES HABITS BIEN SOUVENT JAMAIS PORTÉS

Lucie se rend souvent à l'Armée du salut, qui vend toutes sortes d'articles d'occasion à bas coût. Là-bas, elle achète de tout, mais principalement des vêtements. Seul bémol :

il faut fouiller avant de trouver la perle rare. «C'est comme aller à la chasse, on ne sait pas ce qu'on va trouver.» La maquilleuse précise, «le plus souvent, on trouve des marques de très bonne qualité, car les gens ont la philosophie de consommer et de ne pas garder, alors que nous on va le garder très longtemps ou même le réparer au lieu de jeter.»

Le «nous» dont elle parle, c'est elle et sa petite famille. Cette mère transmet également cette philosophie à ces enfants en leur apprenant à coudre, par exemple. Ainsi, cela leur permet d'économiser de l'argent qu'ils mettent de côté pour faire des voyages ensemble. «Les sous qu'on a gardés, on les utilise pour voyager. On a été en Inde, au Vietnam. On a fait le tour de l'Europe avec nos enfants, il y a cinq ans. Le principe, c'est qu'il y est plus d'argent qui rentre plutôt qui sort.»

PRENDRE LE TEMPS D'ÊTRE SOLIDAIRE

Une pratique que partage également Tam-Ella Seamans, retraitée de 62 ans. Adeptes des friperies, elle aime le côté original de certaines pièces. «Les magasins d'aubaines ont des choses que je n'ai jamais vues auparavant. Je trouve souvent ce que j'appelle des trésors comme des lunettes qui sont fabriquées en Allemagne.»

Cette cliente précise néanmoins qu'il faut faire preuve de patience avant de tomber sur une pépite. «Tout peut vous sembler cher pour vous maintenant, mais si vous vous accrochez, un certain jour, avec un peu de chance, vous obtiendrez un bon prix.»

Tout comme Lucie Brouillard, il y a le côté financier à prendre en compte, mais Tam-Ella aime aussi le fait que ce soit pour une bonne cause. «Je fais beaucoup de friperies, mais il y en a certaines où je vais parce qu'elles rendent service à la communauté. Et leurs prix sont extraordinairement bas. On leur donne beaucoup de nouveaux vêtements!» Elle y trouve souvent des vêtements de qualité et rarement portés.

DES TRÉSORS CACHÉS POUR TOUS

Parmi toutes les enseignes de seconde main, Goodwills comme les autres, accepte toutes sortes de dons qu'elle revend après à bas coût pour les personnes dans le besoin. «Notre objectif principal est d'aider les gens à se remettre sur pied et à acheter les choses dont ils

D'autres organismes de seconde main :

- 1. Women in Need :** Cet organisme caritatif de Calgary aide les femmes et les familles dans le besoin grâce à ses magasins d'occasion. Une friperie virtuelle a même été lancée en 2020. twicenebywins.ca/fr
- 2. Village des Valeurs :** Grande enseigne d'articles de seconde main qui vend à petits prix de nombreux produits. Pour l'entreprise, c'est une façon de promouvoir la réutilisation et réduire le gaspillage. villagedesvaleurs.ca
- 3. More than a fad :** Cette boutique d'Edmonton est la propriété d'Adeara et ses bénévoles soutiennent financièrement la programmation de l'organisme sans but lucratif pour lutter contre les dépendances. morethanafad.ca

ont besoin et qui sont à un coût raisonnable», explique Jasmine Robinson, coordonnatrice de l'intégrité de la marque et du marketing pour Goodwill Industries en Alberta.

De plus, 90% du prix de chaque article vendu est reversé à leur mission qui consiste à fournir des occasions d'emploi et des formations professionnelles ou des possibilités de bénévolat pour les personnes handicapées.

En ce qui concerne les vêtements, on trouve de tout : pantalons, chandails et même robes de mariée. Avec une telle multitude de produits, difficile à croire qu'on vient de surmonter une énorme crise économique. «Pendant la pandémie, nous avons battu des records : la plus forte demande de dons que nous ayons jamais reçue. C'était une année incroyable.»

Pourtant, malgré cet énorme élan de charité, beaucoup de personnes se sont retrouvées dans le besoin. «Les gens ont été congédiés et personne ne savait quand la situation reviendrait à la normale, alors les gens surveillaient de très près leur budget. Nous avons vu qu'il y avait beaucoup de nouveaux visages dans nos magasins, qu'il s'agisse de dons ou d'achats.»

UNE DEMANDE QUI S'INTENSIFIE DE PLUS EN PLUS

Ainsi, depuis 2020, beaucoup de friperies ont ouvert leurs portes. Une bonne action pour l'environnement, mais pas forcément pour notre budget. Cette augmentation de la demande peut aussi faire augmenter les prix en magasins.

Une remarque déjà observée par Tam-Ella. «Je ne sais pas pourquoi, mais depuis plusieurs années, les prix des friperies en général ont augmenté.» Malgré cette légère hausse, ces magasins d'occasion demeurent toujours un excellent moyen de trouver des vêtements uniques moins chers que ceux achetés en boutique. ▲



↑ Tam-Ella Seamans aime trouver des articles uniques en friperie. Crédit : Chloé Liberge

CHRONIQUE «ESPRIT CRITIQUE»

PÉTROLE QUAND TU NOUS TIENS...

«
FACE À UNE
SITUATION
PARADOXALE
DE NÉCESSITÉ
ET DE SOUCI
ENVIRONNE-
MENTAL, NOUS
OUBLIONS QUE
CE N'EST PAS
LA PREMIÈRE
FOIS QUE
LE PÉTROLE
S'INVITE DANS
LA GÉOPOLI-
TIQUE INTER-
NATIONALE
ET L'ORDRE
ÉCONOMIQUE »

«
CRISE APRÈS
CRISE, LE
MONDE
SORT COM-
PLÈTEMENT
TRAUMATISÉ
PAR LA HAUSSE
DES PRIX DES
ÉNERGIES »

L'actualité récente dominée par la guerre en Ukraine et le chantage à l'Europe exercé par la Russie au moyen du gaz et de l'or noir nous conduisent une énième fois à réfléchir à notre dépendance à l'égard des énergies fossiles et aux alternatives pour s'en libérer; sinon dans l'immédiat, du moins dans un proche avenir.

Face à une situation paradoxale de nécessité et de souci environnemental, nous oublions que ce n'est pas la première fois que le pétrole s'invite dans la géopolitique internationale et l'ordre économique.

Ce n'est pas lors du premier pic du pétrole de 1862, en pleine guerre américaine de Sécession, ni durant la période de 1865 à 1890, avec les fluctuations de la production américaine et les premiers forages, ou encore avec l'épidémie de choléra de 1894 en Azerbaïdjan, qui s'est traduite par une forte augmentation du prix, mais au tournant du 20^e siècle que surgissent des transformations radicales dans la production et la consommation du pétrole.

DE LA VOITURE AUX DEUX CHOCS PÉTROLIERS

Entre 1915 et 1925, la forte demande dans les transports, notamment les voitures dont le marché explose aux États-Unis, voit le prix de l'essence doubler. Cette augmentation, également liée à la Première Guerre mondiale, va engendrer ce qu'on a appelé la «pénurie d'essence de la côte ouest». Quelques années plus tard, entre 1929 et 1931, la Grande Dépression va cependant contribuer à réduire fortement la demande de pétrole. Tant et si bien que, jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, voire largement au-delà, avec les loisirs et la consommation, son cours reste somme toute normal en dépit de pics temporaires. Malgré la crise du canal de Suez en 1956, qui bloque environ 10% de la production mondiale, il n'y a pas de hausse catastrophique du prix du pétrole, car la ressource est dorénavant exploitée ailleurs qu'au Moyen-Orient.

En définitive, il faut attendre le 6 octobre 1973, date du premier choc pétrolier, qui correspond à la guerre du Kippour, opposant Israël à la coalition arabe conduite par l'Égypte et la Syrie en réponse à la guerre des Six Jours (1967), pour apercevoir un changement de cap. En guise de sanction au soutien américain à Israël, les pays arabes membres de l'OPEP, réunis en assemblée extraordinaire au Koweït, décident alors d'augmenter de 70% le prix du baril de l'or noir et d'en réduire la production. Le monde entier entre ainsi dans une crise économique majeure causée par le premier choc pétrolier.

Les prix vont alors radicalement exploser. L'année suivante, en 1974, l'embargo sera finalement levé. Mais ce n'est que de courte durée. Quatre ans plus tard, en 1978, surviendra le deuxième choc pétrolier, qui sera pire que le premier. Il a cette fois sa source dans la révolution islamique après la fuite du shah d'Iran. L'Iran diminue sa production de pétrole et rompt carrément de juteux contrats avec des multinationales américaines, ce qui a pour effet de causer une explosion des prix à la pompe. Mais le monde n'est pas en reste puisque dès septembre 1980 le conflit Iran-Irak va contribuer à ralentir les exportations et maintenir les prix du pétrole à un cours très élevé pendant quelques années.

COMMENT PARER À D'ÉVENTUELLES CRISES?

Crise après crise, le monde sort complètement traumatisé par la hausse des prix des énergies, notamment le pétrole. D'où la nécessité pour les pays non membres de l'OPEP de trouver les moyens de se prémunir contre des changements brusques sur le plan énergétique. Outre le changement d'heure et la construction de centrales nucléaires, songeons aux nouveaux forages dans divers endroits du monde (Mexique, mer du Nord, Alaska, Canada, Sibérie). De même, au milieu des années 1980, un pays comme l'Arabie saoudite va considérablement augmenter sa production. Tant et si bien qu'en 1986, le baril de pétrole se situait à 10 dollars. Après une guerre d'usure qui a vu leur économie souffrir, l'Iran et l'Irak feront de même à partir de 1988.

Si le marché du pétrole reste encore volatil en 1990 — en témoigne l'invasion du Koweït par l'Irak qui rend instable la production dans le Golfe —, le baril de pétrole demeure autour des 20 dollars. Curieux contraste à partir de 2002 : le baril se met constamment à augmenter, passant de 18 à 140 dollars avant la fin 2008.

Cette augmentation fulgurante, que rien ne laissait présager, tient à l'épuisement de la ressource, notamment en mer du Nord, et à un manque d'investissement des entreprises du secteur (moins de prospection, moins de forage, moins d'entretien des pipelines) à une époque, 1990, où le prix du baril était faible. Mais elle tient aussi à une forte demande de **pays émergents** comme l'Inde et la Chine. Au point où le baril passera pour la première fois au-dessus des 100 dollars en janvier et en juillet 2008.

Comme chacun sait, en septembre 2008, une crise financière mondiale découlant de la faillite de la banque américaine d'investissement Lehman Brothers allait s'abattre violemment sur les économies nationales. Au début de l'année 2009, le prix du baril de pétrole fut divisé par trois, voire quatre, fluctuant entre 30 et 40 dollars. Or, deux ans plus tard, en 2011, aidé par les printemps arabes (Égypte, Yémen, Libye, Tunisie, Syrie) et toujours marqué par une forte demande chinoise et une baisse de la production du pétrole conventionnel, le baril atteint de nouveau les 100 dollars.

UNE PÉRIODE D'INCERTITUDE QUI S'OUVRE

L'année 2014 voit des investissements rentables dans le pétrole de schiste et les sables bitumineux. Avec un prix mondial fixé autour de 100 dollars, des pays comme les États-Unis et le Canada, devenus chefs de file en la matière, participent à une guerre des prix. Mais la baisse de la demande chinoise en contexte de ralentissement économique contribue à diviser à nouveau par quatre le prix du baril, passant de 120 en 2014 à 30 dollars en 2016.

Rien ne s'arrange avec la COVID-19 à partir de février-mars 2020. Le monde s'arrête, l'économie se contracte, les chaînes de production tournent au ralenti, les avions sont immobilisés sur les tarmacs des aéroports, les employés sont placés en télétravail. Bref, le cours du pétrole s'effondre et passe même en territoire négatif pour atteindre -37,63 dollars le 20 avril (selon West Texas Intermediate). Depuis, les prix ont progressé et la plus forte augmentation a été le 8 mars 2022 lorsque le baril de brut s'élevait à 123,70 dollars.

Il est bien difficile de déterminer si les sanctions internationales contre la Russie vont être étendues à son pétrole et à son gaz. Le moins qu'on puisse dire, c'est que nous assistons encore une fois à une extrême volatilité des prix en raison d'une offre très mobile venant de gros pays producteurs, qui peuvent à tout moment décider de couper leur production ou de l'augmenter pour des motifs géopolitiques, et à cause d'une demande qui pourrait être très mouvante et imprévisible — ce qui semble le cas en Europe où la question d'un boycott du pétrole russe est sur la table.

Tandis que sur les marchés des actions l'offre reste assez constante, avec une réserve de titres susceptibles d'augmenter par des introductions en bourse, un accroissement de capitaux, ou, au contraire, de les diminuer par des offres publiques d'achat (OPA) ou par des faillites, dans le cas du pétrole l'affaire est beaucoup plus complexe puisque ce sont à la fois l'offre et la demande qui réagissent simultanément.

Outre le fait qu'elle nourrit des sources de tensions — en 2020, l'Arabie saoudite pratiqua contre la Russie et l'Iran une baisse des prix du brut —, cette malheureuse combinaison d'offre et de demande provoque dans le même temps des crises économiques — le krach boursier de 2020 — et empêche le développement d'énergies alternatives.

Rien n'est donc simple avec le pétrole. Renvoyons donc à ses défenseurs cette question : Que serait le monde sans le pétrole? ▲

VOULEZ-VOUS CRÉER VOTRE ENTREPRISE ?

Laissez-nous vous accompagner et vous assister!

CDÉA Conseil de développement économique de l'Alberta

Nouveau programme du CDÉA :

INTÉGRATION entrepreneuriale réussie

pour les nouveaux arrivants.

Rencontre personnalisée, ateliers et formation, activités de réseautage, mentorat de connexion, soutien aux transports.

Contactez-nous pour un premier RDV :

Edmonton et les environs :
carine@lecdea.ca

Calgary et les environs :
olga@lecdea.ca

Ou visitez lecdea.ca



Financé par :  Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada

Funded by:  Immigration, Refugees and Citizenship Canada



GLOSSAIRE

PAYS ÉMERGENTS

Pays dont la situation économique est en voie de développement



ÉTIENNE HACHÉ
CHRONIQUEUR



QU'EST-CE QUE FRABIO?

Frabio est une application mobile gratuite, facile en français. C'est une porte d'entrée numérique vers le francophonie albertaine.

- 01** **Section Écouter**
Contenu audio quotidien en provenance des 3 stations de radio franco-albertaines. Des balades d'été en écoute libre!
- 02** **Section Lire**
Contenu écrit (journalisme, nouvelles, romans) fourni par Le Franco et ses partenaires.
- 03** **Section Vivre**
Un annuaire des entreprises et des services offerts en français en Alberta, le tout gratuit.



SECTION VIVRE

- Liste géographiquement les entreprises et les organisations francophones.
- Favorise la connexion entre les entreprises, les organisations et leur clientèle francophone.

Un annuaire numérique pour trouver près de soi des services en français.

La section Vivre est aussi disponible en ligne à l'adresse frabio.ca



PRÉSENTATION DES SECTIONS

SECTION ÉCOUTER

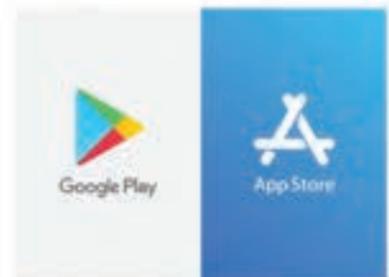
Un lecteur pratique
Possibilité de ralentir l'écoute pour les apprenants du français.
Possibilité de s'abonner aux créateurs de contenus.
Minuteur pour aller au lit avec ses contenus favoris.



Des émissions en français produites par et pour des albertains en écoute libre. Des partenaires diffuseurs de partout en Alberta.



Téléchargez dès maintenant Frabio



C'est gratuit!

SECTION LIRE

- Toutes les nouvelles du journal LeFranco.
- Du contenu local, d'intérêt public et en français mis à jour quotidiennement.
- Personnalisation de l'expérience de lecture avec la possibilité de s'abonner à un auteur ou un thème.



Financé par le gouvernement du Canada





↑ Lieu historique de la Mission-de-Notre-Dame-des-Victoires/Lac-La-Biche. Crédit :

UNE SÉRIE DE TABLES RONDES POUR DISCUTER DU PATRIMOINE FRANCOPHONE

Le 3 mars dernier, l'Institut Marcelle et Louis Desrochers pour le patrimoine et les recherches transdisciplinaires en francophonies canadiennes et internationales (IMELDA) a présenté sa deuxième table ronde ayant pour thématique la pluralité des discours patrimoniaux dans l'Ouest canadien. Présentée en collaboration de la Société historique francophone de l'Alberta (SHFA), la Faculté des Arts (MLCS), la Faculté des Études autochtones et la division de l'Éducation (CSJ), cette table ronde fait partie d'une série de trois portant sur la remise en question et le dynamisme des patrimoines francophones dans l'Ouest canadien.



IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO

Le patrimoine immatériel englobe un ensemble de connaissances et de savoir-faire transmis par l'apprentissage, le témoignage ou la tradition et continuellement actualisés, qui contribue au sentiment d'identité et de continuité d'un groupe ou d'une communauté.

Source: mhist.org/actualites/le-patrimoine-immateriel-quest-ce-que-cest/



ISAAC
LAMOUREUX
JOURNALISTE

Après le succès de la première table ronde qui s'est déroulée fin janvier, les panélistes et les participants étaient impatients de se retrouver. Srilata Ravi, directrice de l'IMELDA, explique qu'au cours de l'exercice, «on amène un changement de paradigme pour parler du patrimoine».

Elle met l'accent sur l'idée que «le patrimoine n'est plus un objet, mais un processus». Un processus qui s'inscrit et caractérise l'acte de patrimonialisation d'artefacts, de documents et autres preuves du passé matériel ou immatériel.

De son côté, Denis Perreux, directeur général de la SHFA et panéliste, explique que l'importance du patrimoine est sa remise en question et sa valorisation.

«Y a-t-il différentes façons de représenter l'histoire francophone sur la place publique?» C'est dans ces mots qu'il exprime l'importance de la compréhension du patrimoine et sa transmission, notamment aux générations futures.

Lors des présentations, des efforts ont été faits pour clarifier et améliorer les définitions des mots patrimoine et patrimonialisation. Denis Perreux donne une définition **pragmatique** du patrimoine: «il est tout matériel ou pratique qu'on choisit consciemment de léguer d'une génération à l'autre».

De son côté, Srilata Ravi en a dit plus sur la patrimonialisation. Pour se faire, elle cite une publication de l'anthropologue Julien Bondaz et des co-auteurs Cyril Isnart et Anaïs Leblon (2012). «Pour qu'une chose devienne du patrimoine, des opérations juridiques, technologiques et symboliques sont nécessaires à son égard.

Des processus affectifs et cognitifs doivent être mis en place qui ne vont jamais de soi et le résultat espéré, la transmission, demande une mise à jour constante.»

UN BALADO QUI REND L'APPRENTISSAGE DU PATRIMOINE FRANCOPHONE ACCESSIBLE

Parmi les solutions visitées, Denis Perreux a présenté un regard théorique sur le processus de patrimonialisation d'un récit historique définit auparavant par Srilata Ravi. Il évoque aussi la vision pratique de la découverte du patrimoine grâce au balado *La Place* produit par la Société historique. Il indique que celui-ci, comme d'autres, crée un lien important pour le patrimoine et en favorise la transmission, notamment aux générations futures, et donc son acceptation en tant que tel.

La Place en est d'ailleurs à sa quatrième saison. Chacune des saisons se concentre sur une région différente de l'Alberta. La plus récente, lancée en février dernier, couvre le nord-est de la province et plus particulièrement la ville de Saint-Paul.

Alors que le balado compte désormais plus de 45 épisodes en écoute libre, Denis Perreux indique que «les gens découvrent qu'ils sont capables d'apprécier du contenu historique». Il annonce que la cinquième et dernière saison se déroulera dans le nord-ouest de l'Alberta et qu'elle sera diffusée à l'été 2023.

DES TABLES RONDES DESTINÉES AUSSI AU GRAND PUBLIC

La richesse des propos des panélistes sur le patrimoine et son contexte ainsi que la clarification des termes utilisés durant les présentations ont fait place à une période des questions qui a mis en évidence l'intérêt et la curiosité des participants.

Pierre-Yves Mocquais, doyen du Campus Saint-Jean, explique que les tables rondes lui montrent que le patrimoine est bien vivant. Pour s'interroger ensuite sur le moment où «cette tendance d'envisager le patrimoine comme quelque chose de vivant et évolutif a commencé».

Srilata Ravi explique qu'il y a eu d'abord dans les années 1980, ce qu'on appelle le *Heritage Boom*. «À ce moment-là, tout est patrimoine», dit-elle. Par la suite, au début des années 2000, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a commencé à définir ce qu'est le patrimoine



↑ Lieu historique de la Mission-de-Notre-Dame-des-Victoires/Lac-La-Biche.

immatériel. Srilata ajoute qu'il y a eu alors un gain d'intérêt pour le patrimoine.

En 2006, Laurajane Smith a introduit le concept *authorized heritage discourse* (AHD) qui est devenu le discours occidental dominant sur le patrimoine. Il donne naissance aux études liées au patrimoine, mais aussi à la place des politiques publiques qui l'accompagnent pour désigner ou non ce qui devra être patrimonial.

Ce discours professionnel est souvent impliqué dans la légitimation et la régulation des récits historiques et culturels. Laurajane Smith critique l'UNESCO, car «l'AHD préconise une éthique de conservation telle qu'elle a été trouvée, qui part du principe que la valeur est innée dans les sites du patrimoine. Ce faisant, elle privilégie le patrimoine matériel par rapport au patrimoine immatériel et met l'accent sur la monumentalité et le grandiose, l'ancien et l'esthétique».

Srilata Ravi explique aussi que, depuis cette époque, les chercheurs, qu'ils soient anthropologues, historiens ou sociologues, ou même les personnes qui prennent en charge la conservation du patrimoine l'ont considéré différemment. Tout est parti d'une conversation, «au lieu de parler du patrimoine, on a commencé à parler des processus qui patrimonialisent», conclut-elle.

Denis Perreux ajoute que ce processus de patrimonialisation doit se faire grâce au dialogue avec le public. Il se transmet et le public se l'approprié. Il enchérit, «le public est essentiel».

Il ajoute d'ailleurs que jusqu'à présent «les tables rondes ont attiré un public un peu plus académique que communautaire parce que beaucoup de ces remises en question de patrimoine viennent souvent du milieu académique».

Finalement, il souhaite que ces tables rondes deviennent aussi un outil de vulgarisation et de visibilité pour le patrimoine. Il invite le grand public à faire partie de la réflexion afin de voir «un public plus large» à la troisième et dernière table ronde de cette série. ▲

• L'Institut Marcelle et Louis Desrochers pour le patrimoine et les recherches transdisciplinaires en francophonies canadiennes et internationales (IMELDA) est voué à la promotion et au développement de la recherche et des études dans les champs du patrimoine et des francophonies selon une perspective transdisciplinaire. L'IMELDA veut redéfinir, préserver et faire rayonner le patrimoine matériel et immatériel de l'Ouest canadien en conjuguant au présent les traces du passé, tout en cherchant à sortir des silos imposés d'hier pour mieux répondre aux défis de demain.

Source : ualberta.ca/fr/campus-saint-jean/recherche/imelda/index.html



POUR QU'UNE
CHOSE DEVIENNE
DU PATRIMOINE,
DES OPÉRATIONS
JURIDIQUES,
TECHNOLOGIQUES
ET SYMBOLIQUES
SONT NÉCESSAIRES
À SON ÉGARD »
Srilata Ravi

GLOSSAIRE

PRAGMATIQUE

Traiter les choses de manière réaliste en se basant sur des considérations pratiques

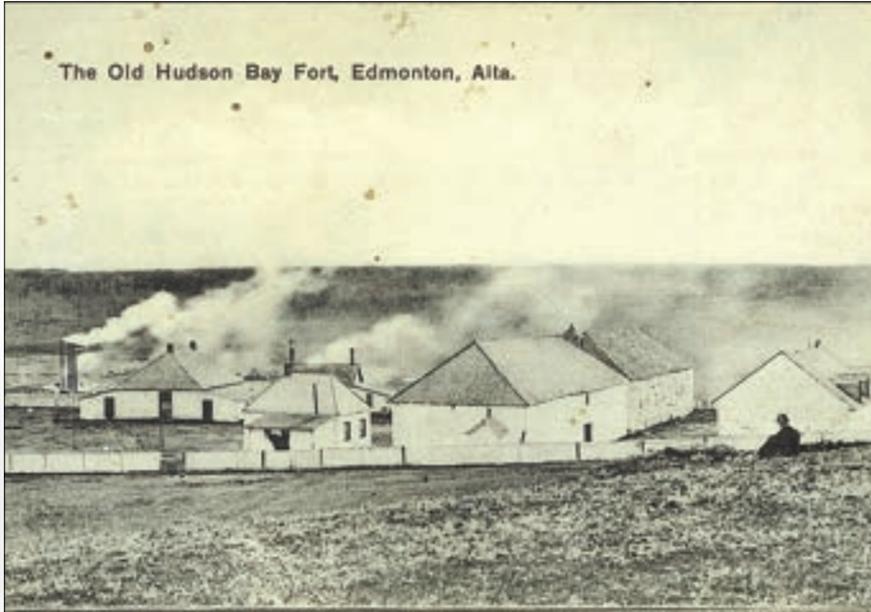
*La date de la prochaine table ronde n'a pas encore été déterminée. Le comité se réunira prochainement à cet effet. Si vous voulez y participer, consultez le site web de l'IMELDA ou abonnez-vous à l'infolettre de la SHFA.



↑ (De gauche à droite) Ronald Tremblay, Josée Thibeault et Denis Perreux. Crédit : Israël Huard (SHFA)



PARLONS-NOUS D'EDMONTON OU DE FORT EDMONTON?



↑ Le Fort d'Edmonton sous la bannière de la Baie d'Hudson, Edmonton, Alberta. PC013637.
Crédit : Courtoisie de Peel's Prairie Provinces, une initiative numérique de l'Université de l'Alberta

Comme bien des villes, Edmonton possédait le mot «fort» devant son nom. La structure du dernier fort permanent aurait été exécutée en 1840 par John Rowand sous la bannière de la Compagnie de la Baie d'Hudson. Le fort était composé de plusieurs structures bâties, dont la dernière aurait été démantelée en 1915. Une réplique a pourtant été recréée dans

un parc, pour les amateurs de l'histoire vivante.

Se situant sur le bord de la rivière Saskatchewan, le dernier site du fort historique se trouve au sud de la Législature actuelle, après ses précédents emplacements près de Lamoureux et de Waskatenau. Sa position ultime était favorable, non seulement en tant que point de départ et d'arrivée des voyageurs, mais également comme

principal centre du commerce de la fourrure dans la région.

Le français était la langue de commerce grâce à une présence importante de voyageurs, de marchands et d'hommes libres *canadiens*! C'est d'ailleurs ce système économique qui a mené vers une des premières voies de transport publiques construites entre Fort Edmonton et Athabasca Landing.

Pour ce qui est de la colonisation franco-catholique, les premiers missionnaires de passage dans la région ont été deux prêtres, François-Norbert Blanchet et Modeste Demers, qui ont béni une croix érigée sur les lieux de la Législature le 10 septembre 1838.

Le fort a connu son premier prêtre résident le 19 juillet 1842 : l'abbé Jean-Baptiste Thibault.

Ayant de l'énergie à revendre, il ne s'arrêta pas aux limites locales, mais se promena dans la région de Fort Edmonton afin d'officialiser les mariages et les naissances.

La première paroisse de Fort Edmonton, la mission Saint-Joachim, jusque-là occupée par des missionnaires du Lac Saint-Anne, a finalement été fondée lors de la messe de minuit dans le fort en 1856. La paroisse de Saint-Joachim opère encore aujourd'hui et l'église a été reconnue comme ressource historique par la ville d'Edmonton en 2018. ▲

Adaptation du contenu de *Capsules d'histoire de l'Alberta* de Guy Lacombe (1993)

H SOCIÉTÉ
HISTORIQUE
FRANCOPHONE
DE L'ALBERTA



Communauté
Francophone
Accueillante

NOUS NE VOUS SOUHAITONS PAS SEULEMENT LA BIENVENUE NOUS Y PARTICIPONS

TROUSSE D'ACCUEIL
Pour les nouveaux arrivants francophones

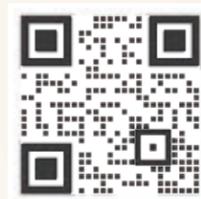
APPLICATION MOBILE
Services et ressources en français utiles
à votre installation

Bénéficiez du **SERVICE D'ACCUEIL**
sur inscription

Contactez-nous (403) 532-8576.

Une trousse de bienvenue vous attend! info.calgary@acfa.ab.ca

[FRANCOPHONIE-CALGARY.CA/NAF](https://francophonie-calgary.ca/naf)



Financé par :

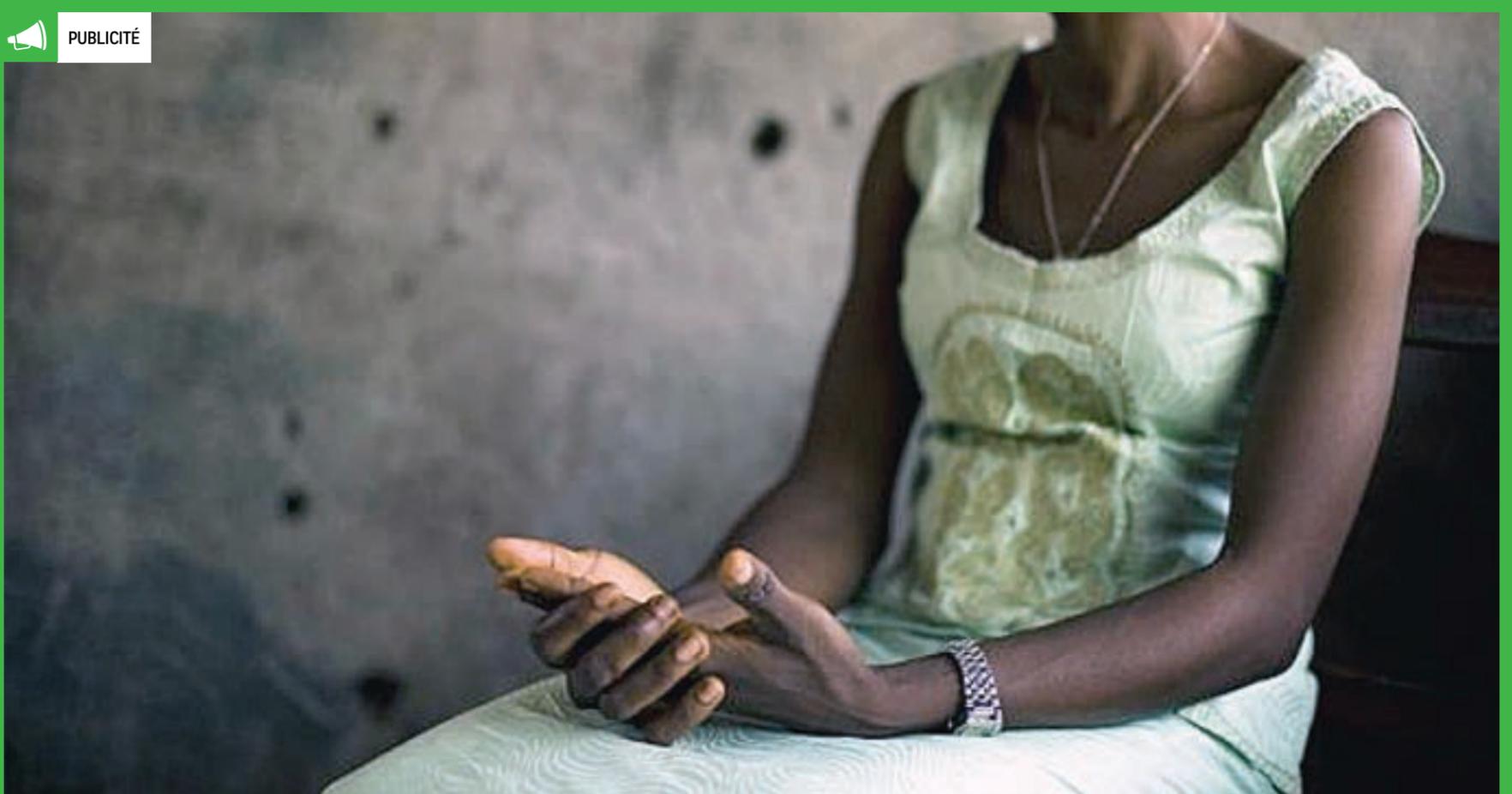
Immigration, Réfugiés
et Citoyenneté Canada

Funded by:

Immigration, Refugees
and Citizenship Canada



PUBLICITÉ



LES JEUNES FILLES DES COMMUNAUTÉS ETHNOCULTURELLES VICTIMES DES MUTILATIONS SEXUELLES, UNE RÉALITÉ AU CANADA

Mission du CENIP :
Le CENIP mobilise les ressources disponibles et crée les ressources nécessaires pour la réussite de l'intégration sociale des nouveaux immigrants et des francophones de toutes provenances et leur épanouissement au sein de la société, par l'accueil, l'orientation, l'information, l'encadrement et l'accompagnement.

Toronto, le 28 mars 2022 Le Centre d'établissement des nouveaux immigrants (CENIP) est fière d'annoncer l'avancée de ses travaux dans le cadre de son projet mesures barrières aux mutilations génitales féminines et aux mariages forcés pendant le COVID-19 financé par Femmes et Égalité des Genres Canada. Depuis le lancement de son projet en 2021 qui vise à sensibiliser et développer des outils pouvant accompagner les jeunes filles âgées de 15 à 25 ans victimes ou potentiellement victimes de mutilation sexuelle et des mariages forcés sur le sol canadien.

Selon la coordinatrice du programme, Mme Brigitte Chatué « A travers nos actions prévus, nous comptons sensibiliser les leaders politiques, sanitaires et communautaires, par des plaidoyers spécifiques, sur la nécessité d'intégrer les Mutilations génitales féminines et les mariages forcés, dans le Plan de Riposte du gouvernement fédéral. Ce dispositif permettra de classer la question des Mutilations génitales féminines et des mariages forcés des jeunes filles parmi les priorités de ce plan. Mais aussi d'intégrer les différentes formes de violences basées sur les genres et les mutilations génitales féminines dans les groupes de travail mis à contribution tel que la Santé, l'Éducation, la Protection, la Sécurité alimentaire, etc... »

A titre de rappel, selon l'UNICEF, on estime que 125 millions de jeunes filles et de femmes dans le monde ont été soumises à une MGF/E. La plupart des cas démontrés sont concentrés dans 29 pays d'Afrique et du Moyen-Orient.

Malgré le fait qu'il n'existe pas au Canada de statistiques fiables sur le nombre de jeunes filles des communautés culturelles victimes ou potentielle victimes de mutilation sexuelle et des mariages

forcés, nous avons grâce aux témoignages des participantes dans le cadre de ce projet, permis de confirmer que cette pratique est belle et bien une réalité dans les communautés ethnoculturelles et racialisées en Ontario et ailleurs au Canada.

Témoignage d'une des participantes «A 27 ans, je porte toujours les séquelles des mutilations génitales dont j'ai été victime il y a 17 ans. Ma vie est désormais une accumulation de souffrance et de honte. J'ai perdu tout espoir d'être mère et je n'espère qu'une chose, que plus aucune fille ne soit victime d'excision ». Aminata originaire du Tchad

LOIS CANADIENNES

En mai 1997, le gouvernement fédéral a modifié le Code criminel et a inclus la pratique de la mutilation génitale féminine au nombre des voies de fait graves en vertu du paragraphe 268(3) aux termes du Code criminel. Un parent qui pratique la mutilation génitale féminine sur son enfant peut être accusé de voies de fait graves et coupable d'un acte criminel et passible d'emprisonnement pendant une durée pouvant aller jusqu'à 14 ans - selon la commission Ontarienne des droits de la personne

Avec la pandémie de la COVID-19 qui a disproportionnellement affecté les communautés raciales et ethnoculturelles a accentué les disparités et a révélé ces pratiques ignobles derrière les maisons et appartements malgré les restrictions sanitaires. Le CENIP, dans le cadre de son projet pour l'année 2022-2023 va :

- Recenser les ressources disponibles pour les filles victimes des violences basées sur le genre, particulièrement les mutilations génitales féminines.
- Identifier les pratiques prometteuses disponibles qui peuvent servir pendant les périodes de la pandémie et même au-delà.
- Recueillir le point de vue des filles des communautés noires et racisées, y compris des survivantes de violences fondées sur le genre, plus particulièrement les mutilations génitales, pour établir les priorités et les stratégies potentielles de lutte

COMMUNIQUÉ POUR DIFFUSION

Projet : Lutte contre la violence sexiste et les mutilations génitales féminines pendant le COVID-19

APPEL AUX PARTENARIATS UTILES ET EFFICACES

Êtes-vous :

- Une jeune fille immigrante, âgée de 15 à 25 ans, arrivée au Canada depuis moins de 5 ans ?
- Une leader communautaire crédible et motivée ?
- Un organisme communautaire axé sur les problématiques touchant les filles immigrantes ?
- Une alliée potentielle de la lutte contre la violence basée sur le genre ?

Devenez partenaire du CENIP dans la lutte contre la violence sexiste, le mariage forcé et les mutilations génitales féminines, particulièrement pendant la période critique du COVID-19. Dans l'intérêt de la société, participez activement à l'identification des problèmes clés, des défis et des lacunes auxquels nos filles sont confrontées pendant la pandémie.

CONTACT: **Mary Ekema, Tél. : 647-740 0573**

Ce projet est rendu possible grâce à un appui financier du Gouvernement du Canada/Ministère des Femmes et de l'Égalité des Genres - FEGC

contre la violence sexuelle.

- Déterminer les mesures de soutien et les mécanismes institutionnels qui existent ainsi que les lacunes (politiques, services, stratégies, processus décisionnels, etc.).

Avec cette démarche envisagée, le CENIP compte pouvoir contribuer à faire des mutilations génitales féminines une question prioritaire dans les plans de COVID-19 à tous les niveaux et d'intégrer les Violences Basées sur le Genre et la lutte contre les mutilations génitales féminines dans tous les groupes de travail humanitaires, comme la Santé, l'Éducation, la Protection et Sécurité alimentaire, etc. Nous comptons aussi briser les barrières d'accès aux services de prévention, protection et de soin, ; en créant toutefois une table de concertation nationale sur l'enjeu des violences basées sur le genre. ▲

Contact :

Email : info@centrecenip.org
Téléphone : 647 740 0573
Site web : [Centre.Cenip\(godaddysites.com\)](http://Centre.Cenip(godaddysites.com))

« A TRAVERS NOS ACTIONS PRÉVUS, NOUS COMPTONS SENSIBILISER LES LEADERS POLITIQUES, SANITAIRES ET COMMUNAUTAIRES, PAR DES PLAIDOYERS SPÉCIFIQUES, SUR LA NÉCESSITÉ D'INTÉGRER LES MUTILATIONS GÉNITALES FÉMININES ET LES MARIAGES FORCÉS »
Brigitte Chatué



SE SUCRER LE BEC ENTRE AMIS!



↑ 1. (De gauche à droite) Céline Bossé, secrétaire, Danielle Launière, présidente, et Stella Bergeron, vice-présidente du Club de l'Amitié. 2. Un buffet bien rempli pour le temps des sucres. 3. Au total, 70 personnes étaient présentes pour ce souper des sucres. 4. Une ambiance conviviale et joyeuse pour ce dîner. 5. Jean-Marc Boudreault et Claudette Leclerc, membres du Club de l'Amitié depuis neuf ans. Crédits : Chloé Liberge

Soirées de jeux, bingo ou café philosophique, au Club de l'Amitié de Calgary, c'est reparti! Après deux années sans réels rassemblements, les aînés se sont enfin retrouvés pour célébrer un temps des sucres tant attendu.



FRANCOPHONIE

« C'EST UN SUPER SOUPER! PUIS IL Y A DE LA MUSIQUE, ALORS CEUX QUI VEULENT DANSER PEUVENT DANSER. ON S'AMUSE VRAIMENT! »

Jean-Marc Boudreault et Claudette Leclerc

GLOSSAIRE

RITUEL

Pratique habituelle presque sacrée pour un groupe d'individus



CHLOÉ LIBERGE
JOURNALISTE

Pommes de terre, jambon à l'érable, fèves au lard et le traditionnel pouding chômeur, la table est bien dressée pour ce souper des sucres. Et pour ceux originaires de la Belle Province, c'est définitivement un véritable rituel printanier.

Céline Bossé en témoigne, «c'est une fête de célébration et de retrouvailles autour du sucre et pour la communauté francophone, c'est dans nos racines». Secrétaire du Club de l'Amitié depuis janvier, elle est heureuse d'être présente pour ce dîner. «Il y a eu deux soirées avant auxquelles je n'ai pas assisté, donc, là, c'est une grande première pour moi de revoir les gens et c'est vraiment fun de revoir tous ces visages.»

DES RETROUVAILLES APRÈS DEUX ANNÉES D'ISOLEMENT

Accolades, rires, grandes discussions, une ambiance conviviale et joyeuse est présente dans la salle paroissiale de l'église Sainte-Famille. C'est ici que, toutes les semaines, des activités sont organisées pour les francophones âgés de plus de 55 ans. Mais pour la première fois depuis la reprise du Club, il n'y a jamais eu autant de monde. Alors qu'il compte 90 membres, la soirée a réuni 70 convives.

Une atmosphère chaleureuse appréciée par tout le monde. Jean-Marc Boudreault et Claudette Leclerc, installés à Calgary depuis maintenant dix ans, prennent plaisir à participer à cette soirée. «C'est un super souper! Puis il y a de la musique, alors ceux qui veulent danser peuvent danser. On s'amuse vraiment», clament-ils à l'unisson. Originaires du Québec, ils sont membres du Club depuis neuf ans. S'ils s'y sont inscrits, c'est avant tout pour «le rapport au monde», mais aussi pour la langue. «On parle français ici, ça nous aide beaucoup.»

Des propos que Danielle Launière, présidente du Club de l'Amitié, confirme. «Le but de ce club est de rassembler la communauté francophone en leur donnant un endroit pour qu'ils se réunissent.» Il est important pour elle de voir «qu'on n'est pas tout seuls et que la communauté est vivante».

UN MOYEN DE BRISER L'ISOLEMENT

Vivre dans une région où l'on ne parle pas sa

langue maternelle peut s'avérer difficile, relate Stella Bergeron. «À mon bureau, on ne parle qu'en anglais, mes voisins sont anglais, tout le monde parle anglais.» Alors, quand elle a entendu parler d'un club où elle pouvait s'exprimer en français, elle en a été ravie. Le sourire aux lèvres, elle se souvient, «je me suis inscrite en tant que membre, puis la trésorière est partie au Québec, alors j'ai pris la relève». Depuis 2017, elle s'implique dans ce groupe

pour finalement en devenir la vice-présidente l'année dernière.

Une contribution dont elle est fière. En effet, sans un tel engouement pour la francophonie, Stella sous-entend que peu d'activités seraient organisées. Elle poursuit, «je pense que lorsqu'on s'implique, ça attire les gens, puis plus les gens sont impliqués, plus ça en attire d'autres. C'est un cercle vicieux, mais dans le bon sens». ▲



ACFA
PÉRIODE DE NOMINATION

PRIX D'EXCELLENCE DE L'ACFA ET ORDRE DES SAGES DE LA FRANCOPHONIE ALBERTAINE

Ces prix seront remis lors du Gala Reconnaissance dans
le cadre du Congrès annuel de la francophonie albertaine 2022.

<h3 style="background-color: #1a3d54; color: white; padding: 5px;">PRIX D'EXCELLENCE</h3> <ul style="list-style-type: none"> Prix Eugène C.-Trottier (Vitalité) Prix Guy-Lacombe (Service à la communauté) Prix Maurice-Lavallée (Éducation) Prix Marguerite-Dentinger (Développement communautaire et culturel) Prix Roger-Motut (Histoire et littérature) 	<ul style="list-style-type: none"> Prix Dr Jean-Paul Bugeaud (Santé et bien-être) Prix Pierre-Bergeron (Jeunesse) Prix Dulari-Prithipaul (Immigration) <p>NOUVEAU : Prix au service de ma francophonie (Engagement professionnel)</p>
--	---

DATE LIMITE
pour présenter une candidature :
le lundi 9 mai 2022

A/s Comité Reconnaissance
ambaye@acfa.ab.ca | Téléphone : (780) 466-1680 poste 209
www.acfa.ab.ca



ORDRE DES SAGES

Les ACFA régionales, la Fédération des aînés franco-albertains ainsi que les représentants au CA provincial de l'ACFA sont aussi invités à soumettre des candidatures à l'Ordre des sages de la francophonie albertaine. Ce processus, qui a lieu tous les deux ans, vise à reconnaître des membres de la communauté qui ont 50 ans et plus et qui ont apporté une contribution exceptionnelle à la francophonie dans leur région.



1. McKenna Chappell et sa camarade de classe ont participé à *Slam m'amuse* avec bonheur. 2. Tous les artistes de *Slam m'amuse* après le spectacle. Crédits : Isaac Lamoureux

LE SLAM COMME VECTEUR DE FRANCOPHONIE

Le 24 mars dernier, le premier festival *Slam m'amuse* a été présenté par le Campus Saint-Jean. Dirigés par le professeur et metteur en slam **Bernard Salva**, les étudiants du cours de *Créativité et jeu dramatique* (ADRAM-FRANC 249) ont donné leur propre performance puissante et poétique. Accompagnés par le rythme des percussions, les vers ont inspiré et uni la communauté francophone.

La slammeuse franco-albertaine Josée Thibeault a démarré le spectacle puis une quinzaine d'élèves ont pris la relève. Chants, danses et poèmes ont enchanté la soirée. Alors que certains ont choisi d'exprimer leur lutte personnelle, d'autres ont préféré évoquer certaines problématiques du monde d'aujourd'hui.

Bien qu'ils n'étaient qu'une trentaine de spectateurs dans l'amphithéâtre du Campus Saint-Jean, les applaudissements constants ont fait oublier les 200 places disponibles. Certains étaient là pour profiter de cet événement théâtral, d'autres pour soutenir leurs amis qui brûlaient les planches.

Étudiante au Campus Saint-Jean dans sa deuxième année, McKenna Chappell s'est déplacée après avoir lu une des affiches installées sur le mur du Campus. «Je ne suis jamais allé au slam, mais j'ai vraiment aimé», dit la jeune francophile. Elle ajoute que si l'événement se reproduit, elle veut absolument y retourner.

Bernard Salva, le metteur en scène, désire que le Campus Saint-Jean soit vivant. «On veut mettre en valeur les étudiants.» Professeur de cette cohorte d'artistes, il souligne que le fait de monter sur scène peut par la suite faciliter les interactions sociales pour de nombreux étudiants. Il ajoute que ce qu'ils ont vécu sera un merveilleux souvenir du Campus Saint-Jean après leur scolarité. «Ce n'est pas simplement passer un diplôme, c'est aussi vivre une expérience», s'exclame-t-il.

Pour Joannie Fogue, présidente de l'Association des universitaires de la Faculté Saint-Jean (AUFJSJ), ce fut «un très grand succès». Le public et les artistes «ont bien reflété la diversité du Campus Saint-Jean».

DÉVELOPPER LE CADEAU DU LANGAGE

Pierrette Requier, l'artiste-créatrice d'un bilinguisme rassembleur comme elle aime à se qualifier, explique que le multilinguisme est un cadeau précieux. Pendant ses 18 années d'enseignement dans les écoles francophones et d'immersion française, elle a découvert la force de la poésie. «La poésie enrichit

la francophonie.» Elle n'hésite pas à la qualifier de canal de communication passionnant pour les apprenants.

La jeune étudiante McKenna Chappell essaye d'embrasser la culture francophone le plus souvent possible. «C'est une communauté vibrante et je suis très fière d'en faire partie», s'exclame-t-elle. Elle revendique l'importance d'encourager et de continuer à participer à la vie de cette communauté francophone d'Edmonton. Elle profite amplement de ces moments au sein de la communauté pour communiquer et perfectionner son français, sa deuxième langue. Le tout avec énormément de plaisir!

Depuis la scène, face au public, Joannie Fogue réalise combien la diversité est importante dans la jeunesse francophone d'aujourd'hui. «Quand on regarde les spectateurs et les artistes, il y avait des gens de toute expression française, de partout dans le monde.» Elle insiste sur l'aspect rassembleur et unificateur. «Les gens peuvent venir tous ensemble pour apprécier la même langue, mais en étant capables de raconter différentes histoires et expériences vécues.»

LA LANGUE AU SERVICE DES COMMUNAUTÉS

Bernard Salva croit en cette poésie qui apporte de la vie à la francophonie albertaine. «On apprend à aimer les mots en français, on apprend à les faire danser.»

Il souligne que les étudiants n'apprennent pas simplement un français pratique et professionnel, ils apprennent aussi à jouer avec les mots, un peu comme des enfants qui redécouvrent la langue, une langue rythmée, éclectique.

Si elle est bénéfique pour les Franco-Albertains, la poésie peut l'être pour toutes les communautés, explique Pierrette Requier. «C'est un genre de vérité.» Originaire de la région de Rivière-la-Paix, elle mentionne que chacun de nous vit une vérité qui est proche de ce que l'on est en tant qu'individu. Elle ajoute qu'avec le slam, «on peut se faire voir et entendre. C'est le but de la poésie, mais c'est quand même un risque de se montrer, se mettre à nu».

Originaire du Cameroun et francophone, Joannie Fogue espère voir cet événement se reproduire plus souvent au Campus Saint-Jean. Elle est persuadée que ces manifestations culturelles aident à la **préservation** de la francophonie, mais aussi à sa diversification. «Je crois que ce serait bien d'être en mesure de créer cet événement comme quelque chose de pertinent et important dans notre communauté francophone», assure-t-elle.

Un avis partagé par Bernard Salva qui confirme la pérennité de l'événement, tout en espérant un jour présenter «une nuit du slam». À suivre... ▲

«Provenant de l'expression anglaise *slam poetry* (où *slam* est une onomatopée qui imite le son d'un claquement ou d'un coup), le slam consiste en une forme de poésie orale rythmée, urbaine, qui a lieu dans un endroit public et qui prend la forme d'une rencontre ou d'un spectacle. Il s'agit d'un art du spectacle oral et scénique, axé sur les mots.

Les rencontres ou les spectacles de slam impliquent parfois des compétitions ou des tournois avec un jury désigné dans l'audience. Ce mouvement poétique prône des valeurs de partage, de démocratie et de dépassement des barrières sociales tout en laissant une grande liberté aux poètes.

Source : alloprof.qc.ca

IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO

GLOSSAIRE

PRÉSERVATION

Maintenir dans son état original ou existant



ISAAC
LAMOUREUX
JOURNALISTE

LE FRANCO

L'ÉQUIPE

• **SIMON-PIERRE POULIN**
DIRECTEUR
DIRECTION@LEFRANCO.AB.CA
APPLI@LEFRANCO.AB.CA

• **VALÉRIANE DUMONT**
DIRECTRICE ADJOINTE
RECEPTION@LEFRANCO.AB.CA

• **ARNAUD BARBET**
RÉDACTEUR EN CHEF
REDACTION@LEFRANCO.AB.CA

• **CHLOÉ LIBERGE**
JOURNALISTE
JOURNALISTE.CALGARY@LEFRANCO.AB.CA

• **GABRIELLE BEAUPRÉ**
JOURNALISTE

• **ISAAC LAMOUREUX**
JOURNALISTE

• **CORRESPONDANTS ET CHRONIQUEURS**
MÉLODIE CHAREST, AURÉLIE LACASSAGNE,
ÉTIENNE HACHÉ, MEDHI MEHENNI,
MARIE-PAULE BERTHIAUME

• La maquette et le graphisme
ANDONI ALDASORO ROJAS

LE FRANCO est la propriété de l'ACFA. Au niveau national, il est représenté par Lignes Agates Marketing (anne@lignes-agates.com | 905 599-2561). Le Franco est imprimé par Central Web, à Edmonton. La reproduction d'un texte ou d'une photo par quelque procédé que ce soit est strictement interdite sans l'autorisation écrite du journal.

Lettres ouvertes: Le Franco est ouvert à la publication de lettres ouvertes. La rédaction se réserve le droit de limiter la longueur du texte ou de ne pas publier la lettre si le contenu est jugé diffamatoire, injurieux ou discriminatoire.

Annonces: Les clients ont 15 jours après la date de parution pour nous signaler des erreurs. La responsabilité du journal se limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur, si l'erreur est celle du Franco.

Avis lecteurs: N'hésitez pas à nous faire part de vos commentaires en écrivant à l'adresse reception@lefranco.ab.ca

L'équipe du Franco reconnaît qu'elle exerce ses activités sur les territoires visés par les traités no 4, 6, 7, 8 et 10, des lieux de rencontre traditionnels et la patrie de nombreux peuples autochtones dont les Cris, les Dénés, les Sioux Nakota, les Saulteaux, les Ojibwés, les Niitsitapi (Pieds-Noirs) et les Métis. Nous prenons acte de leur empreinte sur ce territoire au fil des siècles et de leur rapport spirituel et concret à la terre, source d'un riche patrimoine pour notre vie communautaire.



Lignes Agates Marketing



Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada





ERRATUM

Dans la dernière édition de votre journal, nous avons malencontreusement inversé les photos de **Lolie Bijou** (6^e année, école Citadelle) et **Ella Sikora** (5^e année, école Notre-Dame). Il était important pour nous de publier à nouveau leurs dessins et photos et, par la même occasion, de remercier tous ces jeunes qui font vivre notre francophonie.



ELLA SIKORA
ÉCOLE NOTRE-DAME
5^E ANNÉE

Avocat vs Avocat



LOLIE BIJOU
ÉCOLE CITADELLE
6^E ANNÉE